

**DITES-LE À VOIX HAUTE :
LE BIEN-ÊTRE SEXUEL
EST IMPORTANT !**

**PERSPECTIVES
DES JEUNES
EN ÉQUATEUR
ET EN
OUGANDA**

Mars 2022



Rutgers

For sexual and
reproductive health
and rights



**Karolinska
Institutet**

REMERCIEMENTS

Le présent rapport s'inspire d'un rapport technique rédigé par Sara De Meyer, Dre Kristien Michielsen (Université de Gand), Dre Elizabeth Kemigisha (Université des sciences et technologies de Mbarara), Dre Miranda Van Reeuwijk (Rutgers) et Dre Anna Kågesten (Karolinska Institutet), avec la contribution supplémentaire d'Ana Cevallos Neira (Université de Cuenca, Équateur), Dre Lucia Rost et de Katie Lau (Plan International Global Hub).

La rédaction de ce rapport a été dirigée par Sharon Goulds (rédactrice en chef et auteure), la docteure Lucia Rost et Katie Lau (Plan International Global Hub).

Nous tenons à remercier tout particulièrement les participants à la recherche et les dirigeants des communautés locales de Nuevo Prosperina et Socio Vivienda 2 à Guayaquil (Équateur) et de Katoogo et Kakungulu dans la division Kawempe de la ville de Kampala (Ouganda) pour leur précieuse contribution à cette recherche.

Nous sommes également très reconnaissants envers les jeunes cochercheurs/cochercheuses en Équateur : Abraham Chilán, Emily Bajaña, Jean Carlos Chilán, Kevin Montesdeoca, Mishell Buste et Lady León et envers les jeunes experts en Ouganda : Dorah Muhanuuzi, Mairah Faith, Mark Ssenoga, Mary Kirunda, Robert Muhumuza et Ruth Ndizaani.

Nos remerciements pour leur soutien vont également à Jessie Freeman, la docteure Jacqueline Gallinetti, Consuelo Laso, Johanne Westcott-Simpson (Plan International Global Hub), Anna Liwander (Plan International Suède), Henry Salas et Leena Mubarak (Plan International Finlande), Georgina Flores, Martha Zambrano, Patricio Tobar Anahi Almeida, Hector Hurtado, Sonia Albarracin (Plan International Équateur), Christopher Kugonza, Dorah Musiimire, Lydia Tebekkanya, Paul Frederik Mugume, Cissy Kaamu et Tonny Ogwang (Plan International Ouganda).

Cette recherche est financée par le ministère des Affaires étrangères de Finlande (MFA) et l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (Sida). Le MFA Finlande et l'ASDI ne partagent pas nécessairement les opinions exprimées dans ce document. La seule responsabilité du contenu appartient à Plan International.

Ce rapport a été traduit par Prime Translation et Dre Lucia Rost (Plan International Global Hub).



With support from
Finland's development
cooperation



Sweden
Sverige

Conception : Out of the Blue

Illustrations : Sonaksha (www.sonaksha.com)

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 2

RÉSUMÉ ANALYTIQUE 3

CE QUE NOUS AVONS CONSTATÉ 4
PRINCIPALES RECOMMANDATIONS 4

INTRODUCTION 5

MÉTHODOLOGIE 11

CONSTATATIONS 12

LA COMPRÉHENSION PAR LES JEUNES
DU BIEN-ÊTRE SEXUEL ET DU
CONSENTEMENT SEXUEL 12

Le bien-être sexuel 12
Le consentement sexuel 15

FACTEURS LOCAUX ET CONTEXTUELS
QUI INFLUENT LE BIEN-ÊTRE SEXUEL
ET LE CONSENTEMENT SEXUEL 18

Compétences clés : Influences internes 20
Facteurs d'influence : le cadre
socio-écologique général 22

**CONCLUSIONS ET
RECOMMANDATIONS** 28

RECOMMANDATIONS 29

Recommandations générales 30
Renforcer le libre arbitre individuel 31
Créer un environnement favorable 31

RÉFÉRENCES 33



LIST OF ABBREVIATIONS

EA	Entretien approfondi
ECS	Éducation complète à la sexualité
EDS	Enquête démographique et de santé
EDSO	Enquête démographique et de santé ougandaise
DGF	Discussion de groupe focalisé
IST	Infections sexuellement transmissibles
LGBTQIA+	Lesbiennes, gays, bisexuel(le)s, transgenres, queers, intersexes et asexuel(le)s.
ONU	Nations Unies
OMS	Organisation mondiale de la santé
PRFM	Pays à revenu faible et moyen
SDSR	Santé et les droits sexuels et reproductifs
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine

AVANT-PROPOS

Le déni de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) a des conséquences dévastatrices sur le corps, la vie et l'avenir des filles et des jeunes femmes à l'échelle mondiale. Si les SDSR sont reconnus dans de nombreux cadres et engagements mondiaux, régionaux et nationaux, notamment dans le programme d'action adopté lors de la conférence internationale sur la population et le développement et les objectifs de développement durable, il reste encore beaucoup à faire pour garantir l'égalité d'accès à ces droits humains fondamentaux.

Un environnement politique difficile et la montée en puissance de forces populistes et conservatrices aux politiques régressives ont mis en péril la santé et les droits sexuels et reproductifs ces dernières années et menacent les progrès réalisés jusqu'à présent. Aujourd'hui, en plein cœur d'une pandémie qui met à rude épreuve les systèmes de santé les plus solides, nous constatons que la santé et les droits sexuels et reproductifs des filles ne sont plus considérés comme prioritaires, ce qui a des conséquences dévastatrices.

Les adolescentes et les jeunes femmes sont touchées de manière disproportionnée par les violations de leurs SDSR et y sont vulnérables. Dans de nombreuses sociétés, les filles sont moins estimées que les garçons et sont limitées par des normes sociales et de genre néfastes qui glorifient la pureté sexuelle, le mariage, la maternité et la fertilité d'une manière qui restreint l'autonomie des filles et en réduit les possibilités d'éducation et de travail. Les filles et les jeunes femmes sont en outre affectées par le désir patriarcal de contrôler la sexualité féminine, ce qui aboutit souvent à un paradoxe : les filles sont considérées comme suffisamment âgées pour devenir des épouses, mais trop jeunes pour accéder aux informations et aux services essentiels.

Chez Plan International, nous pensons que les enfants, les adolescent(e)s et les jeunes, dans toute leur diversité, devraient avoir le contrôle de leur vie et de leur corps et devraient pouvoir prendre des décisions concernant leur propre sexualité, sans discrimination, coercition ou violence. La réalisation de la santé et des droits sexuels et reproductifs de tous les jeunes, en particulier des filles, est fondamentale pour atteindre l'égalité de genre.

Traditionnellement, les programmes de santé et de droits sexuels et génésiques destinés aux jeunes ont souvent mis l'accent sur les conséquences négatives

de l'activité sexuelle, telles que les grossesses non désirées ou les infections sexuellement transmissibles. On s'est beaucoup moins attaché à souligner les aspects positifs et sains de la sexualité et des expériences sexuelles et le rôle que cela joue dans le bien-être général.

La sexualité est une expérience humaine commune qui commence à la naissance. Les tabous et la stigmatisation qui entourent la sexualité et les normes sexospécifiques néfastes ont souvent pour conséquence de priver les enfants de la possibilité de construire une relation positive et confiante avec leur propre corps, y compris un sentiment d'autonomie corporelle. De ce fait, de nombreux enfants, adolescent(e)s et jeunes deviennent sexuellement actifs/actives sans avoir accès à des informations et des services SDSR de qualité, adaptés à leur âge et à leur sexe, en temps opportun.

Ce rapport, intitulé *Dites-le à haute voix : le bien-être sexuel est important ! (Say it out loud - sexual wellbeing matters, en anglais)*, fait la lumière sur le point de vue des jeunes sur leur propre bien-être sexuel et sur la manière dont ils comprennent et interprètent le consentement sexuel. Les recherches montrent que les jeunes souhaitent recevoir une éducation complète à la sexualité bien avant d'être sexuellement actifs/actives et qu'ils/elles veulent communiquer davantage avec leurs parents sur ce sujet. Ils/elles soulignent l'importance du consentement sexuel mais, dans la pratique, ils/elles le trouvent complexe et parfois difficile à obtenir.

Ce rapport met en évidence la nécessité d'une approche holistique à plusieurs niveaux qui aborde les changements requis au niveau individuel, normatif et structurel pour améliorer le bien-être sexuel des adolescent(e)s et des jeunes. Il constitue également une preuve opportune et perspicace de ce que pensent les jeunes et de la manière dont nous pouvons mieux répondre à leurs besoins. Plus important encore, il souligne l'enjeu d'une approche sexuellement positive de la santé et des droits sexuels et reproductifs et la nécessité de reconnaître les capacités évolutives des enfants, des adolescent(e)s et des jeunes à prendre des décisions qui les concernent directement..



STEPHEN OMOLLO
PDG, Plan International

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



Cette recherche a été commandée par Plan International et menée auprès de jeunes en Ouganda et en Équateur. Ses objectifs sont les suivants :

- Explorer la compréhension du bien-être sexuel chez les jeunes, y compris les différents aspects du développement de la sexualité pendant l'adolescence et l'évolution de la capacité de consentement sexuel.
- Contribuer à la compréhension de la manière dont les facteurs locaux et contextuels, y compris la religion, les attitudes communautaires et les lois nationales, peuvent influencer le bien-être sexuel et le consentement sexuel des jeunes.
- Formuler des recommandations à l'intention de Plan International pour renforcer leurs programmes SDSR sur la base des résultats de cette recherche.

De nombreux programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs (SDSR) se concentrent sur les risques sexuels, c'est-à-dire sur les dangers plutôt que sur les plaisirs du sexe. Cette étude, en écoutant les jeunes s'exprimer, a pour ambition de changer la donne. Elle cherche à améliorer les approches des SDSR afin qu'elles reflètent la réalité de la vie des jeunes - en encourageant la communication entre les partenaires et en veillant à ce que les jeunes aient la possibilité de s'informer sur la sexualité et le bien-être sexuel. Comme les jeunes participant à l'étude l'ont clairement indiqué, cela doit inclure la reconnaissance et la discussion des aspects positifs du sexe et du plaisir sexuel.

« Si nous parlons de bien-être sexuel général, cela inclurait des choses comme le fait de savoir si tu apprécies tes expériences sexuelles... le consentement, et si tu n'as pas d'IST, et beaucoup de choses de ce genre. Donc, trouver une définition est très difficile pour moi. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA

Dans de nombreuses régions du monde, la sexualité des adolescent(e)s est un véritable tabou. En conséquence, les jeunes reçoivent peu d'informations, alors que beaucoup deviennent sexuellement actifs/actives au début de l'adolescence et vivent des expériences et prennent des décisions qui peuvent affecter le reste de leur vie.



CE QUE NOUS AVONS CONSTATÉ

- **Bien que la plupart des jeunes soient capables de comprendre le concept de bien-être sexuel et le considèrent comme important, beaucoup ne le vivent pas pleinement dans leurs relations.** Ils/elles n'ont pas reçu d'informations sur la sexualité de la part de leurs parents ou de leur école. Par conséquent, ils/elles n'ont pas les connaissances et les compétences nécessaires pour négocier, ils/elles sont soumis(e)s à la pression de leurs pairs pour avoir des rapports sexuels, et les normes de genre en vigueur dans leurs communautés encouragent des attitudes divergentes en matière de sexualité entre les jeunes hommes et les jeunes femmes.
- **Le consentement sexuel est complexe** - il s'agit rarement d'un consentement verbal direct. Il est le plus souvent supposé et ouvert à une mauvaise interprétation et à un risque sexuel.
- **Les normes de genre traditionnelles** encouragent souvent les jeunes hommes à être sexuellement actifs et suggèrent que les jeunes femmes ne sont pas censées l'être avant de se marier. Cependant, en Ouganda en particulier, l'activité sexuelle féminine est parfois considérée comme une source de sécurité économique importante pour la jeune femme et sa famille.
- **La violence et les rapports sexuels non consensuels** font trop souvent partie des relations sexuelles des jeunes. Les normes de genre traditionnelles peuvent constituer des obstacles à l'égalité entre les jeunes hommes et les jeunes femmes et mettre celles-ci dans des situations de grande vulnérabilité.
- **La communication entre parents et enfants** est souvent limitée et, bien que les jeunes souhaitent le soutien et des informations de leurs parents, nombreux sont ces derniers qui semblent manquer d'informations eux-mêmes ou être trop gêné(e)s pour aborder les questions de sexe et de sexualité.
- Les jeunes souhaitent vivement avoir un **accès adéquat aux informations concernant tous les aspects du sexe et de la sexualité** mais, dans l'ensemble, ces informations ne sont pas disponibles dans les communautés dont ils sont issus. Les participants à l'étude sont reconnaissants des efforts déployés par les ONG et certaines écoles pour dispenser une éducation sexuelle.
- **Les jeunes essaient de s'éduquer eux-mêmes,** mais les informations provenant des médias sociaux et de leurs pairs sont souvent trompeuses. Il existe de nombreux facteurs inhibiteurs liés au manque de soutien de la part des chefs communautaires et religieux, des responsables de l'application des lois et souvent de leur propre famille. Cela conforte la nécessité d'une éducation complète à la sexualité.

PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

- **Mettre en œuvre une approche positive** de l'éducation complète à la sexualité qui inclut le plaisir sexuel, la communication et l'égalité entre les partenaires.
- **Écouter les jeunes** et les faire participer de manière significative à la conception et à la mise en œuvre des programmes.
- **Engager les partenaires clés** afin que tous les niveaux de la communauté - écoles, dirigeants locaux, parents - soutiennent une éducation complète à la sexualité adaptée à l'âge de tous les jeunes.
- **Soutenez les parents** et leur fournir également une éducation et des informations.
- **S'engager auprès des législateurs, des décideurs politiques, des départements de l'éducation et de la santé** pour créer un environnement favorable qui donne la priorité à la réalité de la vie des jeunes.
- S'assurer que les **services**, y compris l'accès à la contraception moderne, sont fiables et disponibles.
- Se concentrer sur **l'autonomisation économique des jeunes**, en particulier des jeunes femmes, afin que la pauvreté et les inégalités n'aient pas d'impact négatif sur le bien-être sexuel et le consentement.

Dans maintes communautés, l'éducation complète à la sexualité des jeunes est une question controversée. Ce n'est qu'en écoutant les jeunes s'exprimer, et en s'attaquant aux tabous et aux résistances à tous les niveaux, qu'il sera possible de mettre en œuvre des programmes et des politiques efficaces en matière de SDRS afin de garantir le bien-être sexuel de la prochaine génération.

« Donc, je sens que s'il y a une opportunité pour cet apprentissage positif sur les plaisirs sexuels et le bien-être sexuel. Les jeunes, les adolescent(e)s, ils/elles cherchent un espace où l'adopter. »

JEUNE FEMME EXPERTE, 26 ANS, OUGANDA

« Parce que le sexe est un tabou. Et donc, les jeunes filles et garçons sont juste envoyé(e)s dans le monde pour découvrir le sexe par eux-mêmes/elles-mêmes, ce qui n'est pas vraiment une bonne chose. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA

INTRODUCTION

« Peut-être que le tabou de parler de la sexualité s'est un peu perdu, mais il existe encore parce qu'il y a des parents qui suivent les mêmes schémas de " non, on ne parle pas de sexualité", parce que la première chose que la fille va faire, c'est avoir des relations sexuelles... »

RÉUNION AVEC LES COCHERCHEURS/COCHERCHEUSES, 17-22, ÉQUATEUR

De nombreux programmes de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR) destinés aux jeunes adoptent une perspective de risque sexuel, en mettant l'accent sur les conséquences négatives de l'activité sexuelle, telles que les infections sexuellement transmissibles, notamment le VIH, les grossesses non désirées, et en se concentrant également sur la prévention de la violence sexuelle. Les approches positives en matière de sexualité sont rares et peu d'importance a été accordée aux aspects positifs du développement de la sexualité et des expériences sexuelles des jeunes.



CE QUE NOUS ENTENDONS PAR ADOPTER UNE APPROCHE SEXUELLEMENT POSITIVE :

Une approche sexuellement positive de la santé et des droits sexuels et reproductifs et de l'éducation complète à la sexualité vise à soutenir et à permettre aux adolescent(e)s et aux jeunes d'explorer et d'exprimer leur sexualité de manière positive, agréable et sûre, plutôt que de se concentrer uniquement sur la prévention des conséquences négatives pour la santé. Les approches du sexe-positif abordent les risques et les préoccupations liés à la sexualité sans renforcer les sentiments de peur ou de honte.

Les tabous qui entourent la sexualité des jeunes renforcent la stigmatisation du plaisir sexuel, donnent aux gens une vision irréaliste de ce qu'est ou pourrait être le bien-être sexuel, et peuvent ne pas correspondre à la réalité de ce que les jeunes ressentent et pensent du sexe.

« [Le bien-être sexuel, c'est] être sûr de soi, être conscient de qui on est, être satisfait de qui on est et ne pas vouloir être comme quelqu'un d'autre. »

DGF3, GROUPE MIXTE, 18 - 21 ANS, ÉQUATEUR

Le bien-être sexuel des jeunes, y compris leurs expériences sexuelles positives et leur capacité évolutive à consentir à des rapports sexuels, doit être mieux compris pour permettre de mieux travailler avec les jeunes, y compris au niveau des programmes de SDSR et de protection de l'enfance.

« Il [le bien-être sexuel] implique tout, il implique d'être moi-même physiquement, émotionnellement et socialement. »

DGF4, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 19-21 ANS, ÉQUATEUR

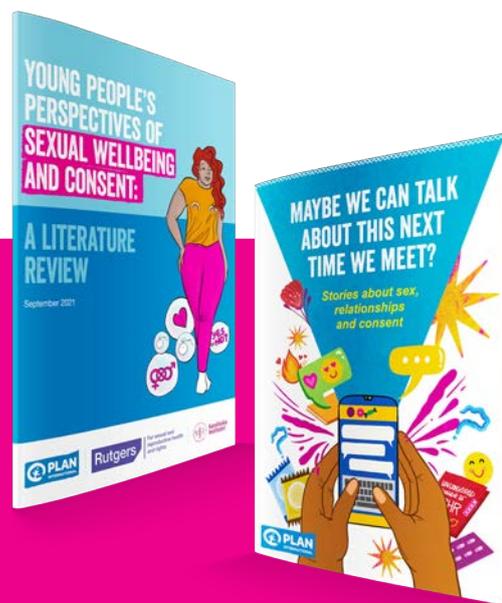
Cette recherche s'est adressée directement aux jeunes âgé(e)s de 18 à 24 en Équateur et en Ouganda, en tenant compte de leurs points de vue et de leurs expériences afin de mettre en place les services dont ils/elles ont besoin.*

**L'un des cochercheurs en Équateur avait 17 ans. Il a été inclut en raison de son expérience avec Plan International et parce qu'un cochercheur plus âgé a dû abandonner à la dernière minute en raison de travaux scolaires.*



Le travail de Plan International sur la santé et les droits sexuels et reproductifs des jeunes a évolué au cours de la dernière décennie. Il repose sur une approche transformatrice de genre (ATG), ayant pour objectif de s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité de genre et par là de modifier les relations de pouvoir inégales qui contrôlent la sexualité féminine. Les principaux champs d'investissement de Plan International en matière de SDRS sont les suivants :

- soutenir l'accès à une éducation sexuelle positive et à un dialogue permettant aux individus d'explorer leurs valeurs et leurs attitudes et de développer des compétences et des mécanismes d'adaptation concernant le sexe et la sexualité ;
- renforcer les services de qualité en matière de la santé et des droits sexuels et reproductifs adaptés aux adolescent(e)s et sensibles au genre ;
- renforcer le soutien aux adolescent(e)s et aux jeunes femmes les plus exposées ;
- prévenir les mariages et unions d'enfants, précoces et forcés, et les mutilations génitales féminines/excision, le VIH et le Sida.



Ce rapport fait partie d'un projet de recherche plus vaste qui comprend une analyse documentaire publiée en septembre 2021 et accessible [ici](#). Il existe également une bande dessinée et une animation adaptées aux jeunes, décrivant les résultats de cette recherche sous forme d'histoires, qui est accessible [ici](#).

OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

- 01 Explorer la compréhension et les perspectives du bien-être sexuel des jeunes dans les pays à revenu faible et moyen (PRFM), y compris les différents aspects du développement de la sexualité pendant l'adolescence et l'évolution de la capacité de consentement sexuel.
- 02 Contribuer à la compréhension de la manière dont les facteurs locaux et contextuels tels que la religion prédominante, les normes socialement acceptables, les pratiques culturelles et les perspectives politiques peuvent influencer le bien-être sexuel et le consentement sexuel des jeunes dans les PRFM.
- 03 Formuler des recommandations à l'intention de Plan International pour renforcer davantage ses programmes SDSR destinés aux jeunes, sur la base des résultats de cette recherche.

La recherche s'articule autour des compétences clés définies dans le cadre conceptuel en faveur d'une sexualité saine chez les adolescent(e)s élaboré par Kågesten et van Reeuwijk.¹ Ces compétences, ci-après énumérées, déterminent comment les adolescent(e)s explorent la sexualité et parviennent à un sentiment de bien-être sexuel, par rapport à eux-mêmes/elles-mêmes et aux autres. Elles reposent sur :

- **l'alphabétisation sexuelle** impliquant une compréhension du corps humain, des relations et de la santé et des droits sexuels et reproductifs adaptée à l'âge et au développement ;
- **les attitudes équitables du point de vue du genre** qui soutiennent les normes d'égalité entre les sexes liées aux rôles sociaux et culturels, aux responsabilités, aux droits et aux capacités des hommes et des femmes ;
- **Le respect des droits humains signifiant** faire preuve de respect et d'empathie envers les autres, comprendre la vie privée et le consentement par rapport à soi-même et aux autres ;
- **la compétences de réflexion critique** englobant la capacité d'évaluer et de remettre en question de manière critique les normes et les messages nuisibles liés au genre et à la sexualité ;
- **la compétences d'adaptation et la gestion du stress** pour faire face aux expériences négatives et en tirer des leçons, et gérer le stress et la pression liés aux attentes sociales et sexuelles ;
- **les compétences en matière de relations interpersonnelles** liées à la capacité de communiquer, d'affirmer ses valeurs et ses préférences et de négocier dans le cadre de relations intimes et sociales.

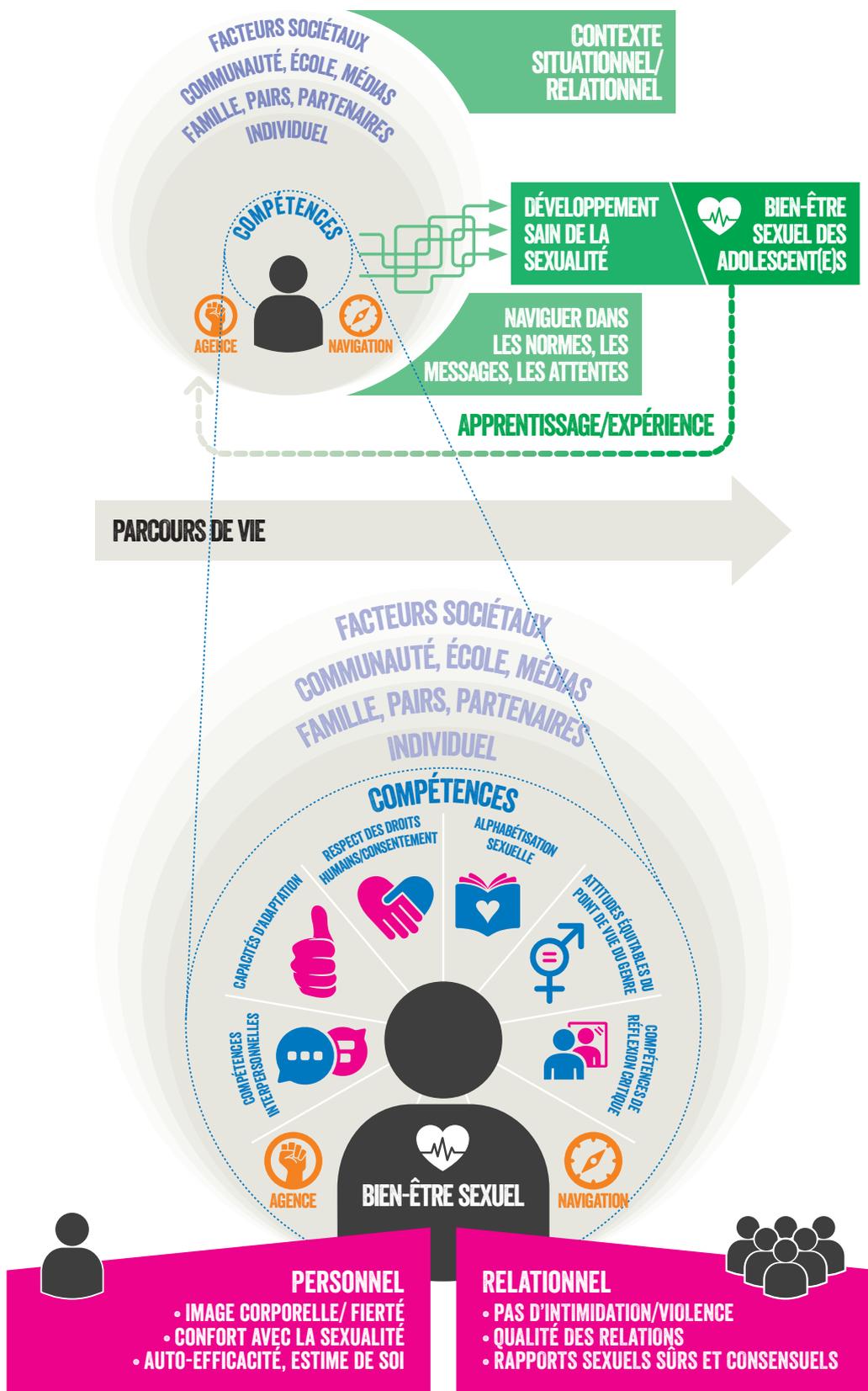
Ce cadre souligne également le rôle des **facteurs d'influence** qui déterminent si, comment et quand les adolescent(e)s sont capables d'utiliser ces compétences pour atteindre un sentiment de bien-être sexuel. Ces facteurs existent à de multiples niveaux et en interaction, notamment concernant :

- les expériences **individuelles**, santé physique, contexte sociodémographique ;
- **la famille, les pairs et partenaires**, c'est-à-dire les relations et liens avec les parents, les frères et sœurs, les pairs et les partenaires ;
- **la communauté**, l'école et les médias, c'est-à-dire la disponibilité des services de santé, les liens avec les enseignant(e)s ;
- le **niveau sociétal** plus large, c'est-à-dire les macrofacteurs tels que les normes, les lois, les politiques et l'économie.



1. Kågesten, A. and van Reeuwijk, M. (2021). Healthy sexuality development in adolescence: proposing a competency-based framework to inform programmes and research. *Sexual and Reproductive Health Matters*, 29:1.

FIGURE 1 : CADRE CONCEPTUEL METTANT EN ÉVIDENCE LES COMPÉTENCES CLÉS POUR UN DÉVELOPPEMENT SAIN DE LA SEXUALITÉ DES ADOLESCENT(E)S ET LEUR LIEN POTENTIEL AVEC LE BIEN-ÊTRE SEXUEL



Kågesten, A. and van Reeuwijk, M. (2021). Healthy sexuality development in adolescence: proposing a competency-based framework to inform programmes and research. *Sexual and Reproductive Health Matters*, 29:1.

EN ÉQUATEUR, L'ÉTUDE A ÉTÉ MISE EN ŒUVRE DANS DEUX COMMUNAUTÉS URBAINES DE GUAYAQUIL, LA DEUXIÈME PLUS GRANDE VILLE DU PAYS.



ÉQUATEUR

Aujourd'hui, en Équateur, les soins de santé liés à la santé sexuelle et génésique dont ont besoin les jeunes sont divers. Les taux élevés de grossesses non désirées chez les adolescentes constituent une préoccupation majeure, les recherches indiquant également que les groupes autochtones sont plus vulnérables. Les membres de ces groupes présentent des taux plus élevés de grossesses non planifiées chez les adolescentes et d'infections sexuellement transmissibles (IST).

Bien que 39 % des jeunes âgé(e)s de 15 à 19 ans soient sexuellement actifs/actives², une étude du UNFPA (Fonds des Nations Unies pour la population) réalisée en 2011 a révélé que 68 % des femmes et 61 % des hommes n'approuvent pas les relations sexuelles entre adolescent(e)s.³ Ces attitudes sont également courantes chez les professionnels de la santé. Compte tenu de ce constat, l'un des principaux obstacles à l'accès des adolescent(e)s à la contraception - et l'une des principales raisons de l'écart entre les connaissances sur la contraception et son utilisation réelle - est l'attitude des agents de santé qui estiment que la contraception n'est pas une réponse adéquate à l'activité sexuelle des adolescent(e)s.

Les recherches menées auprès des jeunes en Équateur révèlent un système culturel qui comprend un idéal de genre traditionnel de domination masculine et de soumission féminine. D'une part, les jeunes hommes machos sont censés être hétérosexuels, avoir de

nombreuses partenaires sexuelles et adopter des comportements sexuellement plus risqués que les jeunes femmes. D'autre part, les jeunes femmes sont censées être innocentes et se sacrifier et sont d'autant plus vulnérables à la violence et aux grossesses non désirées. En outre, les normes traditionnelles liées à la sexualité, au genre et à la religion, communes à de nombreux pays d'Amérique latine, ne font rien pour fournir aux jeunes les informations et les services dont ils auraient besoin en matière de santé sexuelle et génésique. Des restrictions légales empêchent les jeunes non mariés de bénéficier de certains services. Ces normes sexospécifiques traditionnelles sont également des obstacles qui peuvent empêcher les filles et les jeunes femmes de profiter des expériences sexuelles.⁴

En Équateur, l'âge légal du consentement pour avoir des relations sexuelles entre personnes du même sexe ou hétérosexuelles est de 14 ans.

L'étude a été réalisée à Guayaquil dans la paroisse urbaine de Tatqui, l'une des plus grandes paroisses de Guayaquil, ayant une population de plus de 835 000 habitants. On y trouve des logements à bas prix et des services de base limités. L'accès à cette paroisse est difficile car elle ne dispose pas de routes pavées et elle est sujette aux inondations. La majorité de la population dépend d'emplois rémunérés à la journée. La plupart des gens terminent l'enseignement secondaire, mais très peu vont à l'université.

2. Ecuador National Health and Nutrition Survey 2012. Retrieved from: https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Estadisticas_Sociales/ENSANUT/MSP_ENSANUT-ECU_06-10-2014.pdf

3. UNFPA Ecuador, (2011). Estudio de Percepción Sobre Planificación Familiar Y Uso de Métodos Anticonceptivos. Quito: UNFPA.

4. De Meyer, S., et al. (2014). A cross-sectional study on attitudes toward gender equality, sexual behavior, positive sexual experiences, and communication about sex among sexually active and non-sexually active adolescents in Bolivia and Ecuador. *Global Health Action*, 7:1.

EN OUGANDA, L'ÉTUDE A ÉTÉ MISE EN ŒUVRE DANS DEUX ZONES DE PEUPEMENT URBAIN DE LA VILLE DE KAMPALA.



OUGANDA

Les statistiques résultant de l'Enquête démographique et de santé ougandaise (EDSO) de 2016 indiquent que les adolescent(e)s ougandais(e)s deviennent sexuellement actifs/actives à un âge précoce. Parmi les 20 à 29 ans, 11 % des hommes et 18 % des femmes auraient commencé une activité sexuelle avant l'âge de 15 ans.⁵ Dans une étude menée en 2017 auprès de jeunes âgé(e)s de 13 à 24 ans dans une zone de peuplement urbain de Kampala, l'âge médian du premier rapport sexuel était de 16 ans, et 31 % de ces expériences sexuelles étaient des rencontres non consenties.⁶ Au moins 25 % des femmes tombent enceintes avant l'âge de 18 ans, et les grossesses chez les adolescent(e)s contribuent à 17 % de la mortalité maternelle globale.⁷

Les normes culturelles dominantes caractérisent les hommes idéaux comme des pourvoyeurs, des protecteurs et des décideurs, et les femmes idéales comme des gardiennes obéissantes et soumises.⁸ Parmi les pratiques culturelles sexistes courantes dans la plupart des communautés figurent la dot, le mariage précoce et la polygamie. Toutes ces pratiques subordonnent les femmes et font qu'il est très difficile pour les femmes et les filles de négocier des pratiques sexuelles positives et d'atteindre le bien-être sexuel.⁹

On attend des femmes qu'elles remplissent leurs obligations maritales et elles n'ont qu'un contrôle limité sur les décisions sexuelles, la fertilité ou l'utilisation de la contraception. Les relations sexuelles sont souvent transactionnelles : les filles sont notamment mariées précocement ou de force en échange d'une dot, et sont censées recevoir des cadeaux en espèces ou des récompenses de la part de partenaires plus âgés qui ont les moyens de les offrir.¹⁰

L'âge légal du consentement pour les hommes et les femmes à des relations hétérosexuelles est de 18 ans. Les relations et activités entre personnes de même sexe sont criminalisées.¹¹

L'étude a été menée dans la division de Kawempe de la capitale de l'Ouganda, Kampala, dans deux zones situées dans les zones de peuplement urbain de Katoogo et Kakungulu. Ces zones comportent des logements à bas prix, qui sont encombrés et dépourvus d'installations sanitaires essentielles. Les zones sont situées en faible altitude, sont sujettes aux inondations, l'assainissement est pauvre et l'accès à l'eau potable est limité. La plupart des gens dépendent d'emplois rémunérés à la journée. La plupart des participants ont été scolarisés jusqu'au niveau secondaire quatre, et ont quitté l'école vers l'âge de 16 ans.

5. Uganda Bureau of Statistics (UBOS) and ICF (2018). *Uganda Demographic and Health Survey 2016*. Retrieved from: <https://www.rhsupplies.org/activities-resources/publications/uganda-demographic-and-health-survey-2018-8192/>

6. Renzaho, A.M.N., et al. (2017). Sexual, reproductive health needs, and rights of young people in slum areas of Kampala, Uganda: A cross sectional study. *PLoS One*, 12:1.

7. Uganda Bureau of Statistics (UBOS) and ICF, (2018). *Uganda Demographic and Health Survey 2016*. Retrieved November 26, 2021. <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR333/FR333.pdf>

8. Nyanzi, S., Pool, R. and Kinsman, J. (2001). The negotiation of sexual relationships among school pupils in south-western Uganda. *AIDS Care*, 13:1.

9. Bantebya, G.K., Muhanguzi, F.K. and Watson, C. (2014). Adolescent girls in the balance: Changes and continuity in social norms and practices around marriage and education in Uganda. Retrieved from: <https://cdn.odi.org/media/documents/9180.pdf>

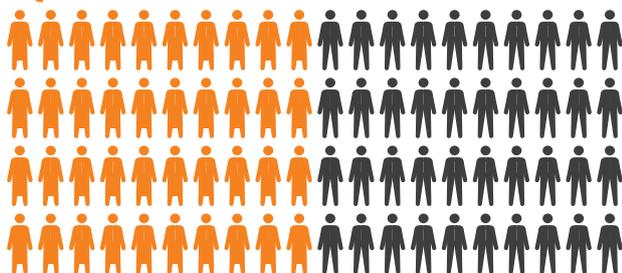
10. Muyinda, H., et al. (2010). Traditional sex counselling and STI/HIV prevention among young women in rural Uganda. *Culture, Health & Sexuality*, 3:3

11. Singh, J.A., Jogee, F and Chareka, S. (2020). Age of consent: legal, ethical, social and cultural review – Uganda country report. 2020. Retrieved from: www.researchgate.net/publication/341542066_AGE_OF_CONSENT_LEGAL_ETHICAL_SOCIAL_AND_CULTURAL_REVIEW

MÉTHODOLOGIE

Nous avons mené une étude qualitative entre août et septembre 2021 auprès de jeunes âgé(e)s de 18 à 24 ans vivant à Guayaquil (Équateur) et dans la ville de Kampala (Ouganda). L'étude a consisté en des entretiens approfondis (EA) et des discussions de groupe focalisé (DGF).

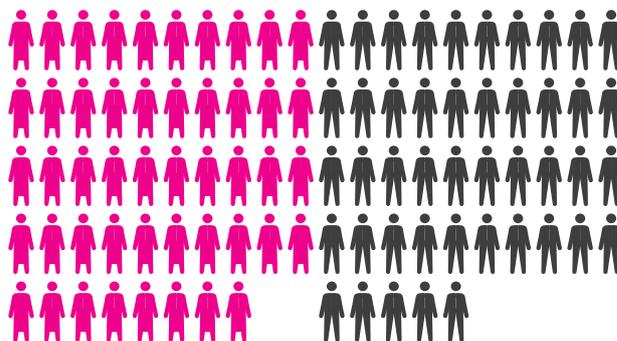
ÉQUATEUR



80 JEUNES
ONT PARTICIPÉ
À L'ÉTUDE

40 HOMMES
40 FEMMES

OUGANDA



93 JEUNES
ONT PARTICIPÉ
À L'ÉTUDE

45 HOMMES
48 FEMMES

Tous les entretiens et DGF ont été enregistrés, transcrits puis codés par thèmes, à l'aide du logiciel d'analyse de données NVivo. La recherche a utilisé la méthodologie Explore¹² développée par Rutgers. Des jeunes ont été étroitement impliqué(e)s dans la conceptualisation, la collecte et l'analyse de données.¹³

Concernant la **collecte de données**, des équipes de recherche nationales ont été mises en place, dirigées par le chercheur international principal et un chercheur national cochef spécialisé en recherche qualitative.

L'équipe en **Équateur** était en outre composée de six jeunes (trois jeunes hommes, trois jeunes femmes, âgé(e)s de 17 à 22 ans) vivant dans les secteurs où l'étude a été menée. Ces jeunes ont été formé(e)s comme cochercheurs/cochercheuses et ont dirigé des entretiens et des discussions de groupe.

En **Ouganda**, le coresponsable national a été assisté par deux assistants de recherche et un cochercheur professionnel. En raison des mesures strictes imposées par la COVID-19, il n'a pas été possible de travailler avec un groupe de jeunes cochercheurs/cochercheuses. Cependant, l'équipe a été soutenue par un panel d'experts composé de six jeunes expert(e)s (quatre jeunes femmes et deux jeunes hommes, âgé(e)s de 18 à 26 ans)¹⁴, sélectionné(e)s en raison de leur expérience de travail antérieure avec des jeunes sur les SDSR. Le rôle du panel d'experts était de fournir des informations sur les méthodes de collecte de données et les guides d'entretien et de participer à l'interprétation des résultats de la recherche.

L'**approbation éthique** a été obtenue auprès de l'Université de Cuenca (Équateur), de l'Université des sciences et technologies de Mbarara (Ouganda), du Conseil national des sciences et technologies de l'Ouganda au niveau national et du Karolinska Institutet, en Suède. Des évaluations des risques de sauvegarde ont été réalisées au niveau mondial et national, et les chercheurs/chercheuses ont travaillé en étroite collaboration avec les points focaux de sauvegarde dans les pays. Tous les participants ont donné leur consentement éclairé par écrit.

12. Van Reeuwijk, M. (2013). Explore, manual for training young people as researchers. Retrieved from: rutgers.international/wp-content/uploads/2021/09/Explore-toolkit.pdf

13. Dans ce rapport, nous utilisons des citations des personnes interrogées dans le cadre de la recherche, ainsi que des cochercheurs/cochercheuses et des expert(e)s de la jeunesse. Chaque citation est accompagnée d'une description de la méthode spécifique de collecte des données, de l'âge ou de la tranche d'âge et du pays.

14. Une femme de 26 ans a été recrutée car elle est la coordinatrice nationale pour la jeunesse de l'Alliance pour la santé et les droits sexuels et reproductifs de l'Ouganda et possède donc une connaissance approfondie des questions liées aux droits sexuels et reproductifs des jeunes en Ouganda.

CONSTATATIONS

Dans cette section, nous décrivons comment les jeunes en Équateur et en Ouganda perçoivent le **bien-être sexuel et le consentement sexuel**. Quelles sont les **compétences** clés dont ils ont besoin pour atteindre un sentiment de bien-être sexuel et que considèrent-ils comme des **facteurs d'influence externes** pour le bien-être sexuel et le consentement sexuel ?

Les résultats sont répertoriés par objectif de recherche.

LA COMPRÉHENSION PAR LES JEUNES DU BIEN-ÊTRE SEXUEL ET DU CONSENTEMENT SEXUEL

LE BIEN-ÊTRE SEXUEL

Les résultats de notre recherche indiquent que la compréhension du bien-être sexuel par les jeunes est complexe et dynamique. Seuls quelques jeunes ont explicitement tenté de donner une définition du bien-être sexuel, allant de perceptions générales du bien-être sexuel impliquant «tout» à des compréhensions plus spécifiques liées au fait d'être «à l'aise» dans les relations intimes.

« Si j'avais une définition scientifique, ce serait que peut-être nos organes sexuels sont corrects... Mais j'ai l'impression que ce serait plus large que ça... si on parle de bien-être sexuel général, ça inclurait des choses comme le fait que nous apprécions nos expériences sexuelles... le consentement, et le fait que nous n'avons pas d'IST, et beaucoup de choses de ce genre. Il est donc très difficile pour moi de trouver une définition. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA

Dans les deux pays, bien que les jeunes aient parlé des aspects personnels du bien-être sexuel, ce sont les aspects relationnels qui ont été le plus souvent mentionnés.



« Le bien-être sexuel, c'est être à l'aise avec cette personne, avec son partenaire. Être à l'aise et déterminé sur ce que l'on va faire et ce que l'on ne va pas faire. »

JEUNE FEMME, 21 ANS, ÉQUATEUR



Les aspects personnels du bien-être sexuel

concernaient principalement le fait d'être heureux et à l'aise avec son corps parce qu'il permet de se sentir bien et attirant(e) aux yeux d'un partenaire. Il s'agit d'aspects tels qu'un physique agréable

que mettent en valeur les seins et les hanches pour les jeunes femmes, et la barbe, une voix grave ou un corps musclé pour les jeunes hommes.

« Quand on n'a pas encore atteint la puberté, on ne se soucie pas de son apparence, on ne remarque pas encore : «ah, c'est un beau garçon», ce genre de choses. Mais quand la puberté commence, on veut voir les gens plus soignés, avec une bonne odeur et toutes ces choses. Et on commence à regarder les garçons : «non, c'est un beau garçon», «c'est une belle fille». Des choses comme ça. »

JEUNE FEMME, 21 ANS, ÉQUATEUR

Par ailleurs, l'estime de soi et le fait de ne pas être angoissé(e) par une sexualité émergente ont été reconnus comme étant des composantes importantes du bien-être sexuel personnel.

« Avoir l'amour de soi et la confiance en soi. L'amour de soi, c'est la capacité de s'apprécier et on l'exprime en acceptant ce qu'on a et en étant fier, en se démarquant et en parlant de soi. »

JEUNE FEMME, 18 ANS, OUGANDA



Les aspects relationnels du bien-être sexuel

sont très variés et englobent le bien-être physique, émotionnel et économique.



Le **bien-être physique** comprend les rencontres sexuelles sans danger, les rapports sexuels consensuels, l'attrance physique et l'expérience du plaisir sexuel.

« Il est important d'éviter les maladies [IST] et les grossesses non désirées. Les garçons de cet âge veulent juste profiter du sexe mais ne sont pas prêts à être pères. Il faut aussi utiliser des préservatifs, avant ils les distribuait mais maintenant, je ne sais pas. »

DGF8, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 21-24 ANS, OUGANDA

Les personnes interrogées semblent également penser que le bien-être sexuel, y compris l'utilisation de préservatifs et de contraceptifs, est plus facile à atteindre dans une relation plus sérieuse que dans une relation occasionnelle. Cependant, les jeunes ougandais ont évoqué la complexité de l'utilisation des préservatifs, qui n'est pas toujours un choix simple. Souvent, les jeunes ne savent pas comment les utiliser, sont trop timides ou trop pauvres pour les acheter, et il y a des problèmes de confiance et de plaisir sexuel.

« Les sentiments que l'on éprouve en utilisant des préservatifs ne sont pas les mêmes que ceux que l'on éprouve quand on ne les utilise pas. La plupart des gens préfèrent le sexe lorsqu'ils n'utilisent pas de préservatifs. »

DGF2, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA

Les jeunes ont également évoqué le fait que la sexualité et les sentiments sexuels sont naturels.

« On ne peut pas être là [exister ou vivre] sans aimer quelqu'un ou être aimé(e) par quelqu'un... Parfois, cela arrive simplement à cause des circonstances. On se retrouve à graviter vers un homme. Je pense toujours que c'est la nature humaine. »

DGF11, GROUPE MIXTE, 18-23 ANS, OUGANDA

IL EST IMPORTANT DE POUVOIR ACCEPTER ET APPRÉCIER DES SENTIMENTS POSITIFS TELS QUE LE PLAISIR SEXUEL, LA SATISFACTION SEXUELLE ET LE DÉSIR.

« Quand il y a une communication entre les deux, les choses peuvent être dites, parce qu'il se peut que l'un ait déjà eu d'autres expériences [sexuelles] et que l'autre soit inexpérimenté. Ou les deux peuvent partager l'expérience de dire «non, non je n'aime pas ça», ou ils s'aident mutuellement à avoir le plaisir sexuel qu'ils veulent. »

JEUNE FEMME, 20 ANS, ÉQUATEUR

Dans les deux pays, les jeunes ont indiqué que le fait de pouvoir éprouver du plaisir sexuel avec son partenaire est un aspect essentiel du bien-être sexuel, mais peut-être surtout pour les garçons et les jeunes hommes. Les jeunes femmes participant aux groupes de discussion focalisés en Ouganda pensaient que :

« Les filles ne profitent pas autant que les garçons. »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Mais ce sentiment est loin d'être universel et, malgré les tabous qui entourent la sexualité féminine et le plaisir sexuel féminin, il a également été reconnu que les filles aussi ressentent du désir et que le plaisir sexuel n'est pas seulement une prérogative masculine.

« Parce que quand je te veux et que tu n'es pas là pour faire ce que je veux, je vais chercher un autre homme. »

DGF4, GROUPE MIXTE, 19-23 ANS, OUGANDA

« Une fois que j'ai un orgasme, je me sens bien ; maintenant, je ne sais pas si elle se sent bien aussi. »

JEUNE HOMME, 22 ANS, OUGANDA

CONSTATATIONS



Les jeunes ont parlé du **bien-être émotionnel** d'un point de vue sécurité et confort, de sentiment d'amour, de soutien, de respect et de confiance.

« Au final, si tu le fais avec n'importe qui, tu peux ressentir du plaisir. Mais avec la personne que tu aimes, ce n'est pas seulement du plaisir, c'est la satisfaction de partager ce lien et de savoir que ça en valait la peine. »

JEUNE HOMME, 18 ANS, ÉQUATEUR

LE BIEN-ÊTRE SEXUEL EST LIÉ À L'AMOUR ET À LA CONFIANCE, ET EST DONC CONSIDÉRÉ COMME PLUS FACILE À VIVRE DANS LES RELATIONS SÉRIEUSES QUE DANS LES RELATIONS OCCASIONNELLES.

Ces aspects émotionnels du bien-être sexuel ont été considérés comme étant aussi importants par les jeunes hommes que par les jeunes femmes. Ils ont utilisé les mêmes mots pour les décrire et les ont également qualifiés d'importants. En Équateur, les personnes interrogées ont principalement fait référence au fait de se sentir «à l'aise» avec leur partenaire, tandis qu'en Ouganda, la présence de l'amour et le fait de se sentir à l'aise et en confiance dans une relation sont considérés être des éléments clés du bien-être sexuel.

« Tu te sens à l'aise, tu as confiance en toi, il y a une façon que ça te donne de l'harmonie quand tu es aimé(e). Je peux le comparer à ce type spécial d'amour parental, donc quand tu te sens aimé(e) par quelqu'un, tu te sens fier/fière de toi ; donc ça te donne du courage. »

JEUNE HOMME, 24 ANS, OUGANDA



En Ouganda, les jeunes ont également fait référence aux **aspects économiques** lorsqu'ils ont décrit le bien-être sexuel : principalement la capacité des jeunes hommes à fournir de l'argent et les besoins

essentiels à leurs partenaires féminines.

« Si tu n'as rien fait pour fournir, tu n'as pas droit à mon corps. D'où est-ce que je gagne ? »

**DGF8, JEUNES FEMMES
UNIQUEMENT, 21-24 ANS,
OUGANDA**

« Pour les filles, c'est essentiellement de l'argent et des soins qu'elles veulent. Un homme doit avoir de l'argent pour pouvoir avoir une relation amoureuse. »

DGF2, GARÇONS UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA

D'une part, cet aspect économique peut contribuer au bien-être sexuel par sa fonction de symbole de valeur et d'expression de l'amour et peut, de manière pragmatique, élargir la prise de décision économique des jeunes femmes et leur accès aux ressources.

Il a également été fait mention d'exemples de soutien financier mutuel :

« Si mon petit ami a des dettes et que j'ai de l'argent, je peux le soutenir et nous effaçons la dette. Il y a des circonstances où le petit ami tombe malade et ne travaille plus. Si j'ai de l'argent, je peux l'aider avec un peu d'argent si j'en ai - pourquoi pas ? »

DGF4, GROUPE MIXTE, 19-23 ANS, OUGANDA

Toutefois, cette importance accordée à l'argent peut être négative si elle constitue une incitation à des rapports sexuels ou à des relations sexuelles où le déséquilibre de pouvoir est si grand qu'il compromet le consentement et la sécurité. Cela signifie également que les jeunes hommes sans argent ont le sentiment d'avoir peu de chances de nouer des relations.

« Pour moi, d'après ce que je sais, tu ne peux pas être dans une relation heureuse quand il n'y a pas d'argent. C'est difficile. Je ne connais pas de telle fille. Que tu lui donnes juste des mots, celle-là n'existe pas. »

DGF3, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-23 ANS, OUGANDA

BIEN QUE LA PLUPART DES PARTICIPANTS À L'ÉTUDE CONSIDÈRENT QUE LE BIEN-ÊTRE SEXUEL EST IMPORTANT, LA RECHERCHE INDIQUE QU'IL EST DIFFICILE POUR DE NOMBREUX JEUNES D'EN FAIRE L'EXPÉRIENCE DANS LEUR VIE QUOTIDIENNE.

Par exemple, alors que les rapports sexuels protégés sont considérés comme un aspect essentiel du bien-être sexuel, de nombreux jeunes ne sont pas en mesure de les pratiquer. La communication et le respect entre partenaires peuvent être difficiles à obtenir, comme l'a expliqué une jeune femme en Équateur :

« Nous vivons dans un monde où la communication et le respect n'existent plus. Il y a peu de gens qui t'encouragent à parler ou à respecter. J'ai des ami(e)s, même dans ma propre famille, quelqu'un rencontre une fille ou un garçon et en moins d'un mois ou deux mois elles ont des rapports sexuels et donc tombent enceintes ou peuvent avoir une maladie sexuelle. »

DGF 2, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18-20 ANS, ÉQUATEUR

Les personnes interrogées ont également souligné que l'idée selon laquelle un partenaire répondra à toutes vos attentes est trop ambitieuse et doit être adaptée. Par exemple, la fidélité - ne pas avoir plus d'un partenaire en même temps - est considérée comme importante tant par les jeunes hommes que par les jeunes femmes. Néanmoins, il existe de nettes différences entre les sexes : la fidélité est plus souvent attendue des jeunes femmes, tandis que les hommes attendent de leurs petites amies qu'elles soient compréhensives et acceptent le fait que les jeunes hommes (doivent) avoir plusieurs petites amies pour assurer leur bien-être sexuel. Dans ce contexte, les jeunes femmes ougandaises ont décrit comment, dans la vie réelle, «le conte de fées» n'existe pas. Les jeunes hommes ne seront pas fidèles, malgré ce qui est considéré être l'idéal.

« Les filles doivent savoir que personne n'est parfait en tout et pour tout car les anges sont au ciel. »

DGF 2, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA.

LE CONSENTEMENT SEXUEL

« Cela dépend des deux parties, de sorte que lorsqu'ils/elles sont d'accord en tant que couples pour avoir des relations sexuelles, c'est ce que nous appelons une bonne relation, et cela signifie qu'il y a consentement. Mais dans les communautés où nous vivons, la plupart des garçons et des hommes croient que lorsqu'une fille vous rend visite, cela signifie que vous devez avoir des rapports sexuels. »

DGF2, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA

« Le consentement sexuel signifie que j'accepte d'être avec quelqu'un de manière intime. »

JEUNE HOMME, 18 ANS, ÉQUATEUR

Les exemples de consentement sexuel peuvent être divisés en quatre catégories¹⁵ différentes :

01 des signaux verbaux directs, par exemple solliciter verbalement des rapports sexuels

02 des signaux non verbaux directs, par exemple toucher un partenaire, répondre à un baiser

03 des signaux verbaux indirects, par exemple inviter quelqu'un à venir, demander de regarder Netflix ensemble.

04 des signaux non verbaux indirects, par exemple accepter des cadeaux, venir chez un garçon

Pour de nombreux jeunes, l'idée même de consentement sexuel semble être nouvelle.

« Je viens d'entendre parler de consentement sexuel aujourd'hui. C'est la première fois que j'en entends parler. »»

DGF10, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18-22, OUGANDA

Pour d'autres, c'est un concept que plusieurs d'entre eux/elles peuvent décrire, mais que peu appliquent explicitement dans leur vie quotidienne. Dans le cadre de notre recherche, les jeunes semblaient avoir leur propre compréhension du consentement : il ne s'agissait pas d'un oui ou d'un non explicite, mais d'un consentement indirect, non verbal et probablement facile à ignorer.

« Si le garçon touche la fille et qu'elle ne résiste pas, cela signifie qu'elle a accepté et qu'elle a permis au garçon de faire ce qu'il veut. »

DGF 1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

« Si la fille résiste aux touchers, cela signifie qu'elle a refusé. »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Le fait que les filles et les jeunes femmes indiquent rarement verbalement leurs limites signifie que le consentement sexuel est le plus souvent présumé et ouvert à une mauvaise interprétation.

IL EST DIFFICILE DE DIRE DANS QUELLE MESURE LE CONSENTEMENT EST RÉELLEMENT DEMANDÉ ET DONNÉ.

« Selon les gens de notre âge, il n'est pas facile de demander le consentement ; certains garçons vont juste commencer l'action sans te demander le consentement. Donc, je pense que certains jeunes ne le comprennent pas correctement. »

DGF 4, GROUPE MIXTE, 19-23 ANS, OUGANDA

15. Hickman, S.E. and Muehlenhard C.L. (1999). By the semi-mystical appearance of a condom: How young women and men communicate sexual consent in heterosexual situations. *Journal of Sex Research*, 36:3.

CONSTATATIONS

« Je ne voulais pas, mais j'ai accepté de le satisfaire. »

JEUNE FEMME, 20 ANS, ÉQUATEUR

Nos résultats montrent que dans les deux pays, ce sont souvent les garçons et les jeunes hommes qui prennent l'initiative des rapports sexuels et que ce sont les filles et les jeunes femmes qui doivent accepter ou non.

« Oui, il y a une différence parce que l'homme vient vers vous et dit : « vous savez quoi, je veux être avec toi », et les hommes sont comme ça, ils le disent tout simplement ; mais la femme ne viendra pas vers vous et dira : « je veux être avec toi » parce qu'elle est gênée. C'est plutôt l'homme qui invite. »

DGF2, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18-20 ANS, ÉQUATEUR

« Je veux dire que c'est le flirt, le toucher, ils peuvent toucher ton dos, avant ils te prenaient dans leurs bras, mais maintenant, ils touchent tes fesses ou ils peuvent commencer à être un peu plus romantiques, ils commencent à te donner plus d'affection, c'est plus collant, c'est plus moelleux. »

DGF 3, GROUPE MIXTE, 18-21 ANS, ÉQUATEUR

La question du consentement est encore compliquée, en Ouganda du moins, par l'idée que *non* ne veut pas forcément dire *non*.



« Tout d'abord, nous, les garçons, avons un mythe : quand une fille dit non, nous pensons que c'est un oui. »

DGF 3, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-23 ANS, OUGANDA

« Je prends le non de quelqu'un comme un non. Pour éviter aussi d'être embarrassé, tu acceptes le non. Tu peux avoir une petite amie, si elle dit non et que tu insistes, l'amour peut s'arrêter là et si tu insistes, tu peux causer une scène et tu es embarrassé. »

DGF 3, JEUNES HOMMES SEULEMENT, 21-23 ANS, OUGANDA

« Pour que le non d'une fille soit un non, il doit être accompagné de raisons. Dans la plupart des cas, les filles ne disent pas oui, elles disent non. »

DGF3, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-23 ANS, OUGANDA.

« On peut dire un non et on peut aussi sûrement voir que c'est une blague, mais ensuite il y a un ton et on sait que c'est sûrement un non. »

DGF3, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-23 ANS, OUGANDA

La capacité à faire l'expérience du consentement sexuel et l'importance de communiquer ce consentement semblent **différer selon le type de relation**.

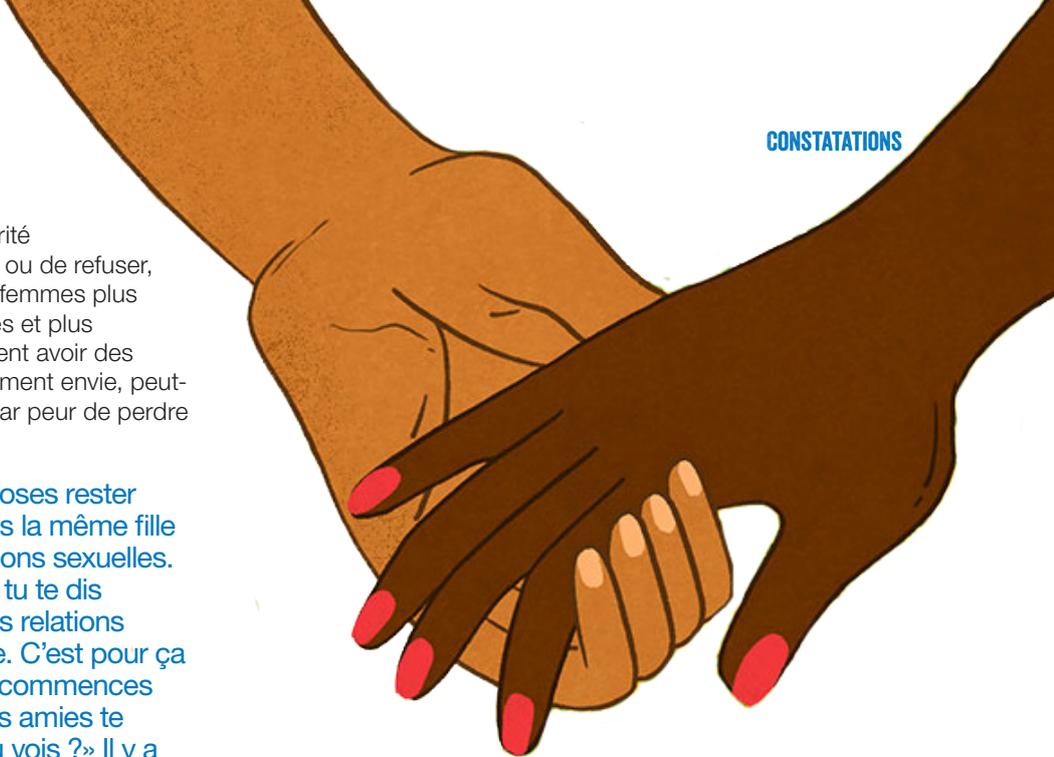
EN TOUTE PROBABILITÉ, LES RELATIONS SÉRIEUSES ENCOURAGENT LE DÉVELOPPEMENT DU RESPECT MUTUEL ET LA CAPACITÉ DE DIRE NON.

Il semble y avoir un lien direct entre l'amour, le consentement et le bien-être sexuel, alors que dans les rencontres sexuelles occasionnelles, les objectifs semblent être différents et à plus court terme. Le plaisir, les impératifs économiques et le renforcement de l'estime de soi sont les facteurs déterminants, marqués par un intérêt moindre pour le bien-être et le consentement de l'autre personne impliquée.

En Équateur, les femmes interrogées ont expliqué combien il était important pour elles d'exprimer leurs limites au début d'une relation.

« Il faut tout faire dès le début... Parce que si on ne met pas les limites dès le début et qu'on le laisse profiter de tout... il faut mettre un frein dès le début. Si tu dis non, c'est non, mais si tu donnes la possibilité que si tu as dit non et qu'il a quand même fait quelque chose, alors il va toujours recommencer. »

JEUNE FEMME, 19 ANS, ÉQUATEUR



Dans les deux pays, l'âge et la maturité contribuent à la capacité de donner, ou de refuser, le consentement sexuel : les jeunes femmes plus âgées semblent être mieux informées et plus expérimentées, même si elles peuvent avoir des relations sexuelles sans en avoir vraiment envie, peut-être par nécessité économique ou par peur de perdre leur partenaire.

« Tu sais, tu es une fille, tu supposes rester vierge jusqu'à ton mariage. Tu es la même fille qui a des amis qui ont des relations sexuelles. Elles en parlent tout le temps et tu te dis que ton petit ami a peut-être des relations sexuelles avec une autre femme. C'est pour ça qu'il ne te le demande pas... Tu commences à te sentir coupable et toutes tes amies te disent : "Ce type... il va partir. Tu vois ?" Il y a beaucoup de pression. »

JEUNE FEMME, 26 ANS, OUGANDA

En Équateur, les participants ont noté qu'il est très courant que les garçons demandent à leurs petites amies «la prueba de amor» - la preuve d'amour - et qu'il peut être difficile pour les filles de refuser d'avoir des rapports sexuels.

« Le mec dit «non, si tu m'aimes, faisons l'amour» et c'est comme une pression... parce que, par obligation, je vais faire l'amour avec lui... Donc, je pense que c'est une forte pression et effectivement les filles à un moment donné cèdent par peur de perdre leur petit ami ou leur relation. »

RÉUNION AVEC LES COCHERCHEURS/COCHERCHEUSES, 17-22, ÉQUATEUR

La pression est un mot qui revient sans cesse. Elle est implacable, et se transforme parfois en violence.

« La fille peut dire non, mais si le garçon veut le faire [avoir des relations sexuelles] [alors]... les sentiments du garçon l'emportent [sur]... parce qu'il la convaincrat, car la fille aurait peur de perdre cette personne. Elle peut [aussi] être menacée ou forcée. »

JEUNE FEMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

TOUT AU LONG DE LA RECHERCHE, IL EST APPARU CLAIREMENT QUE LES LIMITES DU CONSENTEMENT ÉTAIENT FLOUES, ET LES JEUNES ONT ÉGALEMENT MENTIONNÉ QUE LES VIOLENCES ET LES ABUS SEXUELS ÉTAIENT ASSEZ FRÉQUENTS.

« Il voulait toujours [du sexe]... Il me faisait mal. Comme c'était des [rapports sexuels] forcés, mon vagin me faisait mal, mes jambes me faisaient mal, ma poitrine me faisait mal et tout mon corps me faisait mal. »

JEUNE FEMME, 22 ANS, OUGANDA

En outre, en Ouganda, la perception générale est que les garçons ont simplement le droit d'avoir des relations sexuelles s'ils offrent des cadeaux ou de l'argent à une fille dans le cadre d'une relation ou si une fille se rend chez eux. Dans de telles circonstances, une fille peut être blâmée si une rencontre forcée a lieu pendant la visite.

« Si une fille venait en visite et se faisait violer, on lui demanderait ce qu'elle est allée faire là-bas. Le fait de rendre visite à un garçon signifie en gros qu'il y a consentement et les gens n'auraient donc pas pitié de la fille qui se fait violer. Mais il n'est pas obligatoire que chaque fois que tu rends visite à un homme, il y ait des relations sexuelles. Il y a des fois où je veux juste passer du temps avec toi en jouant sans que rien de sexuel ne se produise. »

DGF 11, GROUPE MIXTE, 18-23 ANS, OUGANDA

Tout au long de l'étude, malgré les pressions exercées sur les jeunes, il est clair qu'ils apprécient les relations égalitaires consensuelles fondées sur la confiance et le désir mutuel, et non sur la coercition. Certain(e)s ont le sentiment que les relations et l'égalité s'améliorent, comme le rapporte une jeune femme :

« Nous nous améliorons, il y a eu beaucoup d'organisations féministes qui se sont mobilisées contre la violence sexuelle, surtout chez les jeunes, mais c'est mieux qu'il y a 10 ans, surtout au sein des communautés éduquées. »

JEUNE FEMME EXPERTE, 23 ANS, OUGANDA



FACTEURS LOCAUX ET CONTEXTUELS QUI INFLUENCENT LE BIEN-ÊTRE SEXUEL ET LE CONSENTEMENT SEXUEL

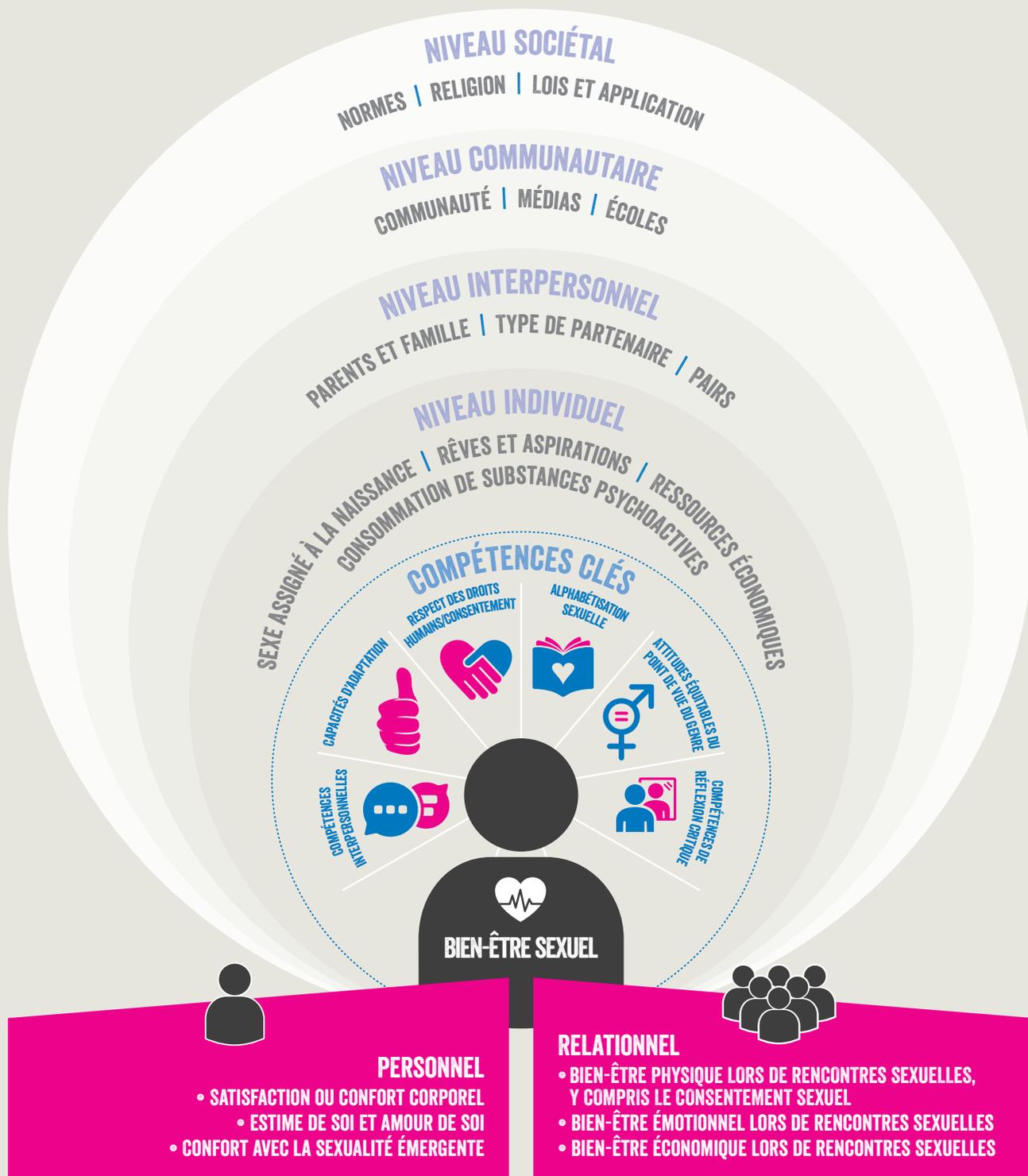
Le bien-être sexuel ne dépend pas seulement des caractéristiques et des circonstances individuelles. Les jeunes et leur capacité à acquérir des connaissances, à se protéger, à formuler et à réaliser leurs espoirs et leurs aspirations dépendent également de l'environnement général auquel ils/elles sont exposé(e)s. De nombreux facteurs - normes de genre, pratiques culturelles, pauvreté, religion, accès aux services tels que les écoles, les collèges et les cliniques, les médias et l'environnement politique plus large, y compris les lois - façonnent les expériences des jeunes en matière de bien-être sexuel. L'interaction entre la personne et son environnement contribue à façonner les particularités et les opportunités de chaque individu.

LE BIEN-ÊTRE SEXUEL DES JEUNES ET L'ACQUISITION DES COMPÉTENCES CLÉS DONT ILS APPRÉCIENT L'IMPORTANCE PEUVENT ÊTRE SOUTENUS PAR LES NORMES, LES COUTUMES ET LES LOIS - OU ÊTRE SAPÉS PAR ELLES.

Dans notre recherche, au niveau personnel, les **compétences individuelles** les plus fréquemment mentionnées par les jeunes comme étant essentielles au bien-être sexuel **sont l'éducation sexuelle, les attitudes équitables du point de vue du genre, les capacités d'adaptation et les compétences en matière de relations interpersonnelles**. Ils/elles accordent de l'importance à l'information, la résilience, la communication et l'égalité.

La manière dont ils/elles y parviennent, et s'ils/si elles y parviennent, dépend **du cadre socio-écologique** dans lequel ils/elles évoluent et **des facteurs d'influence externes** qui affectent tous les niveaux de leur vie. La pauvreté, les actions gouvernementales et les attitudes de la communauté conditionnent la société dans laquelle ils/elles vivent, tout comme elles conditionnent les personnes avec lesquelles ils/elles vivent. Inévitablement, cela aura un impact sur les capacités et les opportunités individuelles. Il est par conséquent essentiel d'analyser et de comprendre la relation existant entre la société à laquelle appartient une jeune personne et son acquisition de compétences clés qui favorisent le bien-être sexuel et le bonheur individuel.

FIGURE 2. APERÇU DES PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ÉTUDE CONCERNANT LA COMPRÉHENSION DU BIEN-ÊTRE SEXUEL ET DU CONSENTEMENT PAR LES JEUNES, LEURS FACTEURS D'INFLUENCE ET LES COMPÉTENCES CLÉS POUR ATTEINDRE UN SENTIMENT DE BIEN-ÊTRE SEXUEL.





COMPÉTENCES CLÉS : INFLUENCES INTERNES

Alphabétisation sexuelle

« Les adolescent(e)s et, tu sais, les jeunes, ils/elles ont beaucoup de questions et ils/elles cherchent juste la bonne information et tu leur donnes ça. Ils/elles ne quitteront pas ce sujet... Donc, j'ai l'impression que s'il y a une opportunité pour cet apprentissage positif sur les plaisirs sexuels, et le bien-être sexuel, les jeunes, les adolescent(e)s, ils/elles cherchent un espace où l'adopter. » »

JEUNE FEMME EXPERTE, 26 ANS, OUGANDA

UNE MEILLEURE CONNAISSANCE DES SUJETS RELATIFS À LA SANTÉ ET AUX DROITS SEXUELS EST CONSIDÉRÉE COMME LE FACTEUR LE PLUS IMPORTANT POUR ATTEINDRE LE BIEN-ÊTRE SEXUEL.

Cet accent mis sur l'alphabétisation sexuelle et le besoin d'information illustre aussi clairement l'impact des circonstances environnantes sur le développement individuel. La plupart des participants étaient convaincus que **les informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs faisaient défaut et que, si elles étaient fournies, elles ne répondaient pas à leurs besoins.** Les participants ont mentionné l'importance de recevoir un soutien adapté aux jeunes, qui soit accessible et compréhensible et qui soit fourni dès le plus jeune âge.

LES JEUNES ONT LE SENTIMENT D'ÊTRE LAISSÉ(E)S À EUX-MÊMES/ELLES-MÊMES SUR LE PLAN DES SDSR.

« Donc, ce que nous connaissons du sexe dans la plupart des foyers africains, c'est quelque chose que nous regardons... des films et des histoires, ce qui est généralement un genre d'expérience cliché pour les filles. Vous savez, la plupart des communautés africaines, parce que le sexe est un tabou. Et donc, les jeunes filles et les garçons sont envoyés dans le monde pour découvrir le sexe par eux-mêmes, ce qui n'est pas vraiment une bonne chose. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA

« [Il s'agit] d'avoir la volonté d'enquêter soi-même, de ne pas attendre que nos écoles ou nos parents donnent cette information, car bien souvent ils se taisent parce que c'est un tabou ou ils nous donnent de mauvaises informations. »

DGF3, GROUPE MIXTE, 18-21 ANS, ÉQUATEUR

Les **sources d'information** comprenaient les parents, les ami(e)s, les écoles et les médias, dont il est mentionné plus loin dans le rapport en tant que facteurs d'influence clés. Les jeunes ont également parlé du rôle des ONG dans la promotion de l'éducation sexuelle. Dans l'ensemble, leur travail a été très bien reçu, bien qu'un commentaire de jeunes hommes en Ouganda ait souligné qu'il serait utile de mettre davantage l'accent sur les garçons.

« Ils mettent beaucoup l'accent sur les filles et ils nous oublient, nous les garçons, qui sommes le vrai problème. Les garçons sont ceux qui prennent des drogues et finissent par mettre les filles enceintes. »

DGF9, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-24 ANS, OUGANDA

LE MANQUE D'INFORMATION EST ÉTROITEMENT LIÉ AU TABOU QUI PÈSE SUR LA SEXUALITÉ DES JEUNES ET PRINCIPALEMENT DES FILLES ET DES JEUNES FEMMES.

Il est beaucoup plus facile d'ignorer que de reconnaître l'activité sexuelle des adolescent(e)s. Les enseignant(e)s, les parents, les médecins et les professionnel(le)s

s de la santé et des droits sexuels et reproductifs, qui devraient contribuer à l'éducation sexuelle des jeunes, sont tous confronté(e)s à leur propre gêne et parfois à leur propre ignorance ou à leur manque de compétences en matière de communication. Le sujet est encore compliqué par des questions de **contexte juridique**, étant donné que les jeunes de ces pays ne sont pas autorisé(e)s à « consentir » avant l'âge de 18 ans en Ouganda et de 14 ans en Équateur. Cela soulève d'importantes questions éthiques et juridiques quant à la manière dont les personnes travaillant avec les jeunes devraient discuter des rencontres sexuelles consensuelles avant l'âge légal du consentement, d'autant plus que des données plus générales, et les résultats de l'étude, indiquent que de nombreux jeunes s'engagent dans une activité sexuelle consensuelle avant l'âge légal. Il est essentiel de supprimer tous les obstacles à l'éducation sexuelle et de fournir des informations adaptées à l'âge des jeunes bien avant qu'ils/elles ne deviennent sexuellement actifs/actives.

Attitudes équitables du point de vue du genre

Les jeunes sont conscient(e)s de la manière dont les attitudes des parents et de la communauté à l'égard des rôles masculins et féminins, et de leurs caractéristiques supposées, affectent le bien-être sexuel et ont un impact sur les questions de consentement sexuel.

Ces attitudes sont façonnées par les normes de genre qui conduisent également à des attentes sexuées sur la façon dont les individus devraient se comporter. Par exemple, les opinions sur les jeunes femmes en général, et sur leur comportement sexuel, font qu'il leur est très difficile d'exprimer et de mettre en pratique leurs souhaits et leurs désirs sexuels personnels. De nombreux participants ont indiqué qu'il était plus difficile pour les filles et les jeunes femmes d'atteindre le bien-être sexuel lorsqu'elles n'étaient pas du tout censées être sexuellement actives.

« Les femmes sont toujours plus préservées : très tôt, tu ne peux pas faire ça, même pas à l'âge de la majorité, tu dois étudier et après avoir fini tes études, si tu le veux, tu as un petit ami. Tu ne peux pas sortir le week-end pour aller danser. »

DGF2, JEUNES FEMMES SEULEMENT, 18-20 ANS, ÉQUATEUR

« Si une fille avait une expérience sexuelle, ce serait simplement différent parce qu'elle est une fille, parce qu'elle doit être délicate et réservée, enfin c'est ce que les gens disent. Si une fille est vue d'un endroit à l'autre, ils lui disent qu'elle est folle et je pense qu'ils diraient que c'est mal d'avoir des rapports sexuels parce que c'est une fille et des choses comme ça. »

JEUNE HOMME, 18 ANS, ÉQUATEUR

Non seulement le comportement des jeunes femmes est jugé plus sévèrement, mais on leur apprend aussi à écouter les hommes et à leur plaire : il leur est donc difficile de faire respecter les limites et d'être respectées. Cela les rend plus vulnérables aux abus.

« Les femmes apprennent [par leurs tantes] à faire plaisir à un homme et à leur partenaire, et non à faire des choses pour elles-mêmes. »

RÉUNION D'EXPERTS DE LA JEUNESSE, 21-6, OUGANDA

« Un homme est libre d'aimer la fille qu'il veut et l'autre chose est qu'un homme est respecté, donc une femme est censée être soumise à un homme. »

DGF 2, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA

Nous examinerons plus en détail l'impact continu des normes de genre dans la suite du rapport.

Compétences en matière d'adaptation et de relations interpersonnelles

Les participants ont parlé de l'importance de la résilience - la capacité à apprendre de ses erreurs et à rebondir - et du besoin de communication entre partenaires, au sein des familles et entre ami(e)s. Cette capacité, tout comme l'alphabétisation sexuelle et les attitudes équitables du point de vue du genre, peut être nourrie ou repoussée par les attitudes dominantes de la communauté de l'individu et de la société plus large qui l'entoure.

En général, la communication et la négociation entre les partenaires sont considérées comme importantes pour le bien-être sexuel et pour établir l'égalité entre les jeunes couples.

« Parler d'une bonne relation sexuelle... Il faut d'abord se comprendre, comme connaître les caractères et les hobbies de quelqu'un. »

DGF2, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 18-22 ANS, OUGANDA

« Dans ma relation actuelle - nous avons déjà une relation de deux ans et plus - comme dans toutes les relations, nous avons des hauts et des bas, mais nous avons des points clairs. Je vais étudier ceci et elle va étudier le droit, je veux être ceci dans la vie et elle veut être cela, alors nous faisons un plan... Je veux aussi cette relation et pendant qu'elle se déroule, je ne veux pas avoir d'enfants, et nous le faisons avec protection. »

JEUNE HOMME, 18 ANS, ÉQUATEUR



Les jeunes femmes, en particulier, ont parlé de patience et ont dit combien elles appréciaient que la relation puisse se développer plus lentement.

« Dans la relation que j'ai eue, je n'ai jamais été forcée. C'était toujours ce que je voulais. Il a attendu pendant presque six mois. Un autre garçon m'aurait dit qu'il partait. Il m'a dit qu'il serait avec moi [avoir des rapports sexuels] quand je serais prête. »

JEUNE FEMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

LES COMPÉTENCES DE NÉGOCIATION, PRINCIPALEMENT LIÉES À L'UTILISATION DE CONTRACEPTIFS ET DE PRÉSÉRATIFS, ONT ÉTÉ MENTIONNÉES COMME ÉTANT DES COMPÉTENCES IMPORTANTES POUR ATTEINDRE LE BIEN-ÊTRE SEXUEL ET LE CONSENTEMENT SEXUEL.

« Il a respecté ma décision. Il m'a dit : «Je te comprends, ne t'inquiète pas, la parentalité est un problème pour moi aussi'. »

JEUNE FEMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

FACTEURS D'INFLUENCE : LE CADRE SOCIO-ÉCOLOGIQUE GÉNÉRAL

Le rôle de la famille

Tout au long de la recherche, les jeunes ont parlé de l'influence de leurs parents, en particulier, et de leur entourage familial plus large sur la manière dont ils ont appris à gérer leur sexualité naissante et leurs relations sexuelles. Les personnes qui les entourent jouent un rôle essentiel sur le plan de leur éducation sexuelle - à savoir leur fournir les informations dont ils/elles ont besoin - et sur le plan du développement de leurs compétences interpersonnelles et de leur confiance en eux/elles.

LES PARENTS JOUENT UN RÔLE CRUCIAL DANS LA MANIÈRE DONT LES JEUNES ÉTABLISSENT ET ENTRETIENNENT DES RELATIONS.

« Tu peux chercher des informations sur internet. Honnêtement, on cherche beaucoup sur internet, on peut chercher le pour et le contre des choses, mais les conseils de ses parents sont très utiles. »

JEUNE HOMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

Ils/elles ont également commenté la façon dont l'attitude des parents à l'égard du genre est liée à leur capacité à aider leurs enfants en leur fournissant les informations et l'intelligence émotionnelle dont ils/elles ont besoin.

« Ils sont très restrictifs du féminin... les filles sont toujours enfermées dans une bulle. Elles grandissent et il n'y a pas de communication, pas d'éducation, elles ne connaissent pas leur corps. Elles ne savent rien, c'est pourquoi je parle des filles, mais évidemment les parents doivent éduquer les garçons et les filles. »

JEUNE FEMME, 18 ANS, ÉQUATEUR

Le lien parent-enfant, qui peut être crucial dans le développement des compétences en matière de relations interpersonnelles, a été mentionné dans les deux pays comme un facteur important pour assurer le bien-être sexuel des jeunes. Les participants ont mentionné que des parents amicaux facilitaient le partage d'expériences personnelles, y compris les relations amoureuses.

« En tant que parents, ils ont vraiment beaucoup contribué en me conseillant, en tant que fille ou en tant que dame, de toujours faire attention. Ils me conseillent sur ce que je dois faire, comment je dois traiter mon partenaire. »

JEUNE FEMME, 25 ANS, PANEL D'EXPERTS, OUGANDA

Dans d'autres exemples, l'influence parentale, motivée par la pauvreté et l'anxiété économique, n'était pas aussi positive. En Ouganda, certains parents semblaient encourager leurs enfants, en particulier leurs filles, à trouver des partenaires riches qui les soutiendraient, elles et leur famille. D'autres encourageaient les jeunes femmes à rester dans des relations abusives tant que le partenaire avait de l'argent.

« Les parents ne considèrent pas cela [le bien-être sexuel] et ils ne peuvent même pas y penser, même si l'homme te maltraite, ils seront comme si tu mentais parce qu'ils ne veulent pas que tu le quittes. »

JEUNE FEMME, 22 ANS, OUGANDA

Le fait d'avoir des parents qui **s'engagent activement dans la vie de leurs enfants** est considéré comme un facteur d'influence important pour le bien-être sexuel et le consentement sexuel dans les deux pays. Certains participants ont mentionné que le manque de temps et d'affection de la part de leurs propres parents les a encouragé(e)s à nouer d'autres relations.

« Il y a cet oncle dans la communauté qui me harcèle, tu n'as pas le temps de m'écouter. C'est peut-être l'heure de mes règles, mais tu n'es pas là pour me fournir des protections... Mais malgré tous ces défis, il y a ce type qui est prêt à écouter. "Oh James, je n'ai pas d'argent pour les serviettes", et il me les fournit. Cette personne... se bat pour moi et parfois, cela incite une fille à se lancer dans ces relations ».

JEUNE FEMME, 22 ANS, OUGANDA

LES PARTICIPANTS DES DEUX PAYS ONT LE SENTIMENT D'AVOIR ÉTÉ ABANDONNÉS PAR LEURS PARENTS.

Les jeunes veulent des informations et un soutien de la part de leurs parents mais, dans l'ensemble, ils/elles ne les obtiennent pas, soit par gêne, soit par manque de connaissances, soit par incapacité à communiquer.

Les participants ont mentionné que les parents parlaient rarement de sexe, d'expériences sexuelles positives ou de contraceptifs. En Ouganda, les parents communiquent des informations très vagues ou utilisent des mythes tels que « si tu as des rapports sexuels, tu tomberas toujours enceinte. » En Équateur, les participants ont mentionné que les garçons reçoivent des informations limitées sur les contraceptifs, tandis que les filles se voient simplement dire « fais attention à ne pas tomber enceinte ».

« S'ils ne nous disent pas les choses, nous ne ferons pas les choses de la bonne manière. Parce que si tu le dis à tes amis, ils te disent : «n'utilise pas de préservatif parce que ça te rendra moins sensible». Mais si tu le dis à tes parents, à ta mère, elle s'assied et te dit : «si tu fais l'amour, fais attention à toi, parce qu'il n'y a pas que la grossesse, il y a aussi les maladies». Si mes parents m'avaient parlé de la sexualité, ça aurait été mieux. »

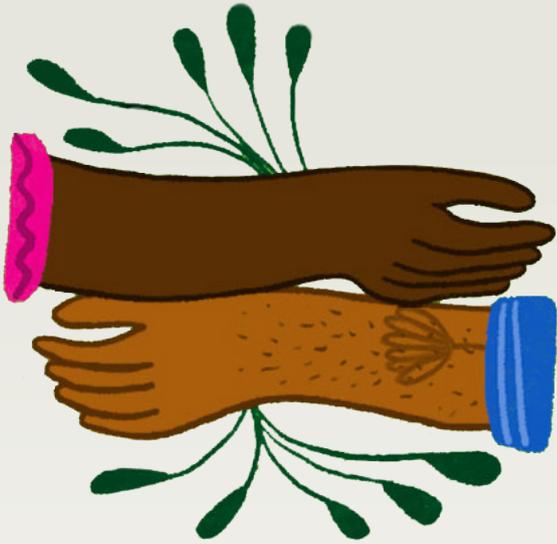
JEUNE HOMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

« Je pense que c'est la façon dont les parents ont été élevés, c'est comme s'ils suivaient une génération mais maintenant nous sommes dans un autre siècle. C'est différent, et ils pensent que nous sommes encore dans un autre siècle. Ma mère a été élevée très fort et ils ne la laissaient même pas sortir au coin de la rue. »

JEUNE FEMME, 22 ANS, ÉQUATEUR



CONSTATATIONS



La pression des pairs

Dans la recherche complexe d'informations sur le sexe et la sexualité, les **ami(e)s en** sont une source essentielle, même si elle n'est pas toujours fiable, et ils/elles peuvent influencer le comportement sexuel.

« La pression des pairs pousse les jeunes garçons ou les jeunes filles à s'engager dans des relations sexuelles. Même si tu as décidé de t'abstenir. Tes amies qui ont des petits amis... vont t'influencer parce que pendant leurs conversations, elles [vont] parler de leurs petits amis, alors tu peux commencer à admirer d'en avoir un... »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Les participants en Ouganda ont également indiqué que les pairs peuvent encourager les pratiques sexuelles à risque. Par exemple, certains garçons et certaines filles ont mentionné que les groupes de pairs peuvent encourager la compétition pour savoir qui a le plus grand nombre de partenaires et encourager les relations à partenaires multiples. Les filles ont parlé de s'encourager mutuellement à avoir des relations occasionnelles avec des garçons pour gagner de l'argent.

« Pour moi, j'ai mes amies, nous nous appelons, "les filles qui ont de l'argent", dès que tu pleures que tu es pauvre, elles te demandent "tu n'es pas une fille ?". Donc, tu te retrouves aussi poussée à chercher un homme pour avoir de l'argent. »

DGF8, JEUNE FEMME UNIQUEMENT, 21-24 ANS, OUGANDA

La pression des pairs n'est pas toujours négative, et les ami(e)s peuvent également contribuer au bien-être sexuel en apportant une aide, tant pratique qu'émotionnelle.

« Si la fille ne fait pas confiance au garçon, elle choisira d'aller avec ses ami(e)s par mesure de sécurité, au cas où. Si une fille va avec ses ami(e)s, le garçon ne peut pas lui faire de mal. »

DGF1, JEUNES FEMMES SEULEMENT, 18 ANS, OUGANDA

« Ils/elles te donnent des conseils... quand j'étais à l'école, je voyais beaucoup de jeunes en couple et ils donnaient des conseils entre ami(e)s sur comment gérer une relation, c'est-à-dire... de la part de personnes qui ont déjà plus d'expérience dans ce domaine. Les conseils portaient sur les émotions, ils vous disaient de ne pas avoir de moments toxiques, quand par exemple ton partenaire veut savoir où tu es, avec qui tu es ou que tu lui envoies des preuves de l'endroit où tu es. »

JEUNE FEMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

Comblers les lacunes : services et informations

Pour pallier le manque d'informations, la mésinformation et les différentes pressions exercées sur leur comportement sexuel, le bien-être sexuel des jeunes peut être grandement amélioré par la disponibilité de **services et d'informations SDR** locaux dans les cliniques et les écoles. Les distributions de préservatifs ou les consultations individuelles avec des professionnel(le)s de la santé et le soutien des enseignant(e)s et des conseillers/conseillères ont été particulièrement bien reçus lorsqu'ils étaient disponibles.

« Dans les écoles que nous fréquentions, nous recevions des conseils, nous recevions également des préservatifs dans les écoles. Les organisations apportaient des préservatifs. Ils savaient que les élèves à partir de la quatrième année [plus de 16 ans] avaient grandi et pouvaient tout faire. »

DGF9, JEUNES HOMMES UNIQUEMENT, 21-24 ANS, OUGANDA

L'absence de ces services pendant la pandémie de COVID-19 a été notée, ainsi que l'effet néfaste qu'elle a eu sur les jeunes femmes en particulier.

« Je verrais vraiment d'un bon œil que le gouvernement prenne sur lui de faire en sorte que les adolescent(e)s obtiennent ces informations, car si quelqu'un n'est pas informé, il finira par faire des bêtises. Comment ? C'est pour ça qu'on voit que pendant cette période de la COVID, les jeunes filles tombent enceintes, parce qu'elles ont besoin de certaines choses, elles finissent par prendre des décisions précipitées, donc le gouvernement devrait prendre sur lui de voir que les informations sont données et que les jeunes filles sont aidées d'une manière ou d'une autre. »

JEUNE FEMME, 24 ANS, OUGANDA

La disponibilité de services accessibles dans les écoles et les centres de santé ne dépend que partiellement des décideurs locaux et fait partie d'un écosystème beaucoup plus vaste.

L'environnement général

Le bien-être sexuel est influencé par les circonstances personnelles immédiates et les caractéristiques et particularités individuelles, y compris bien sûr par le genre, mais, comme nous l'avons noté, d'autres forces entrent en jeu. Les jeunes sont également à la merci de l'économie et des diverses structures culturelles, sociales, politiques et juridiques qui forment le monde qui les entoure. Il s'agit notamment :

Des pratiques culturelles : par exemple, le fait que les garçons soient emmenés par leurs pères et leurs oncles chez des prostituées, et les nombreux mythes sur le sexe qui circulent dans la plupart des communautés peuvent avoir un impact sur le bien-être sexuel des jeunes.

« Il arrive que le père dise : «tu as déjà un certain âge, je peux t'emmener dans la fameuse école ou - le mot exact - chongo [barre à sexe]». Il dit : «Je peux déjà t'emmener à cet endroit. Tes poils [pubiens] commencent à pousser, je peux t'y emmener». Parce qu'il y a des pères qui font ça, qui disent ça à leurs enfant. »

JEUNE FEMME, 18 ANS, ÉQUATEUR

L'existence de pratiques culturelles a également été mentionnée en Ouganda, notamment : l'allongement des lèvres, les mariages précoces et le prix de la mariée. Mais de nombreux jeunes estiment que ces traditions sont, enfin !, en voie de disparition.

« Ils avaient l'habitude de nous dire que nous devions «aller dans la brousse» pour allonger les lèvres, mais je n'ai jamais aimé tirer les lèvres parce que c'est une expérience douloureuse. »

DGF1, JEUNES FEMMES SEULEMENT, 18 ANS, OUGANDA

« Même à l'époque dans laquelle nous sommes, les gens se sont lassés des traditions. Les royaumes essaient de pousser les gens à revenir aux normes, mais les gens ne sont pas intéressés. »

DGF7, GROUPE MIXTE, 18-24 ANS, OUGANDA

Des normes sociales : les rôles sexospécifiques acceptés, qui régissent la vie domestique et communautaire et qui condamnent invariablement les femmes à un statut inférieur, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du foyer, continuent d'avoir un impact sur le bien-être sexuel des jeunes, en particulier sur celui des filles et des jeunes femmes.

« Les normes traditionnelles de genre sont même encore plus présentes que ce que les jeunes peuvent penser. Il s'agit d'années et d'années de conditionnement et les jeunes sont impuissant(e)s à savoir comment négocier et se libérer de ces stéréotypes de genre. Ils sont si profondément ancrés et j'ai l'impression que les personnes qui détiennent le pouvoir et qui sont censées nous aider à naviguer parmi ces stéréotypes ne nous aident pas. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, PANEL D'EXPERTS, OUGANDA

En Ouganda, le non-respect des obligations conjugales, y compris les rapports sexuels, justifie qu'un homme épouse une autre femme et devienne polygame, ce qui n'est pas le cas pour les femmes.

« Lorsque tu te plains d'un conflit relationnel, au lieu de résoudre ton problème, ils te disent de respecter ton mari. Alors ils rabaissent les femmes et elles n'ont pas la possibilité de consentir à quoi que ce soit mais juste de supporter... J'ai essayé d'aller voir ma mère et mes tantes mais elles disaient... «tu es têtue, on ne peut pas te conseiller».. »

JEUNE FEMME, 22 ANS, OUGANDA

Notre recherche a fourni des exemples et des histoires de jeunes femmes qui ont défié ces normes. Nous avons entendu des voix de jeunes femmes exprimant leur opinion, s'affirmant, que leur comportement soit considéré comme « acceptable » ou non.

« Je suis très bavarde. Je dis ce que je veux ou pas, je veux dire que je le dis. »

JEUNE FEMME, 22 ANS, ÉQUATEUR

On a également le sentiment qu'il y a eu quelques progrès en matière d'égalité de genre, notamment en ce qui concerne les attitudes à l'égard de la sexualité féminine, en particulier dans les villes.

« Les filles qui vont à l'université ont une expérience sexuelle plus large que la plupart des filles des villages... les communautés sont très conservatrices. Par exemple, elles jetteront une pierre à une fille qui a des rapports sexuels avant de se marier, des choses qui n'arrivent pas en ville. »

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA



« Oh, oui, par exemple, en ce qui concerne les menstruations, c'était autrefois une question qui concernait uniquement les femmes, mais depuis peu... pendant la période de menstruation de sa femme, il la soutient en lui fournissant de l'eau pour se doucher, en s'assurant que les enfants ont pris une douche et, de ce fait, leur relation s'est renforcée et ils sont devenus plus heureux ensemble. Il y a un plus grand partage des rôles en ce qui concerne le travail domestique, la santé émotionnelle, ce qui est différent d'il y a bien longtemps. »

JEUNE FEMME, 26 ANS, PANEL D'EXPERTS, OUGANDA

De la religion : en Ouganda, les jeunes ont parlé de la religion comme d'une influence négative sur leur bien-être sexuel. Ils estiment qu'ils ne peuvent pas facilement parler de leurs relations avec les responsables de l'église ou de la mosquée, car on ne s'attend pas à ce qu'ils s'engagent dans des relations amoureuses à un jeune âge, alors qu'en réalité ils le font. Les jeunes estiment que les chefs religieux pourraient faire plus que prêcher l'abstinence : ils pourraient être formés pour enseigner aux jeunes - en particulier ceux qui ne sont pas scolarisés - comment gérer des problèmes tels que les douleurs menstruelles et les relations avant le mariage.

« Haaaa, tu ne peux pas commencer une relation à l'église quand tu es jeune, même le pasteur [prêtre de l'église] ne le permettra pas. C'est une abomination, inacceptable. Comment peux-tu dire à un pasteur que tu as 16 ou 17 ans et que tu as un petit ami, que tu veux des prières pour que ta relation soit réussie ? Il y a des étapes à suivre, il faut d'abord finir l'école et ensuite amener le garçon au pasteur et le pasteur va prier et demander au Saint-Esprit si c'est le bon gars avant de se lancer dans une relation. »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Les jeunes ont également fait remarquer que la religion enseigne aux femmes à être soumises : au sein du mariage, le consentement sexuel est considéré comme acquis.

« Si je veux, tu dois me donner ce que je veux. Je t'ai épousée dans ce but ». DGF11, groupe mixte, 18-23 ans, Ouganda

Des médias : des influenceurs de poids. Ils peuvent être une source d'information utile, mais aussi une source d'attentes irréalistes et de mésinformation.

« Les jeunes le regardent à la télévision et le font donc pour essayer. Nous les avons toujours trouvés dans les salles de bain en train d'essayer de pratiquer ce qu'ils voient et entendent. »

DGF4, GROUPE MIXTE, 19-23 ANS, OUGANDA

Des cadres politiques et juridiques : Le rôle du gouvernement - de la volonté politique et de la législation habilitante - sur le bien-être global de l'ensemble de la population est extrêmement influent. Il peut contribuer à façonner les attitudes, à soutenir les aspirations et à améliorer la stabilité et les perspectives économiques.

LE BIEN-ÊTRE SEXUEL N'EST PAS SEULEMENT UNE AFFAIRE PRIVÉE.

La vie et l'avenir des jeunes dépendent, au moins en partie, des relations qu'ils nouent, du moment où ils deviennent parents, de leur santé et de leur connaissance sur le sexe et la sexualité, qui est un élément clé du bonheur personnel. Une grande partie de cette évidence n'est pas due à un choix individuel mais aux lois, politiques et services en place et aux attitudes de la famille et de la société.

« Certaines mères peuvent marier une fille de 16 ans parce qu'il y a une pression à la maison pour les choses matérielles. Alors, tant que l'homme peut apporter quelques objets, faire les présentations et le mariage, les parents marient leur fille même si elle ne veut pas. »

FDG 0, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18-22, OUGANDA

L'offre de services éducatifs et sanitaires, le soutien apporté aux familles vulnérables, les politiques économiques ciblant les zones négligées, les lois luttant contre la violence à l'égard des femmes et promouvant l'égalité de genre sont autant d'éléments essentiels dont il faut disposer pour garantir le bien-être et le consentement sexuels. Elles relèvent également toutes de la responsabilité des gouvernements.

Les participants à la recherche savaient qu'il existait des lois pour les protéger et ont fait référence aux lois relatives au viol, à l'inceste et à la défloration. En ce qui concerne les lois relatives à l'âge des rapports sexuels consentuels, de nombreux commentaires étaient dédaigneux.

« Je ne pense pas qu'ils connaissent bien les lois, mais dans la vie quotidienne, ils n'en tiendraient pas compte non plus. »

JEUNE HOMME, 21 ANS, ÉQUATEUR

« Ils n'en tiennent pas compte, même la loi elle-même... parce que si un garçon a 17 ans et une fille 14 ans et qu'ils ont des rapports sexuels, nous voyons que la loi ne s'applique pas à eux. Donc, la loi ne s'applique que si l'une des parties a plus de 18 ans, mais si toutes les parties ont moins de 18 ans, la loi n'a aucun effet sur elles. »

JEUNE HOMME, 21 ANS, OUGANDA

En revanche, celles protégeant les jeunes femmes contre les rapports sexuels non consentuels ont été jugées importantes, principalement pour protéger les jeunes filles contre les violences sexuelles ou les grossesses non désirées.

« De nos jours, il y a une loi qui protège les filles, si un garçon/homme force la fille, elle peut aller le signaler et nous avons le droit de rejeter ce que nous ne voulons pas, si le garçon/homme te force, il est facile d'aller le signaler aux autorités. »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Cependant, les participants des deux pays ont estimé que l'application de la loi, dans ce contexte, était faible. Certains participants ont mentionné que tous les responsables de l'application de la loi ne sont pas informés sur les abus sexuels et peuvent ignorer des délits tels que les mauvais contacts. D'autres se sont plaints que les attitudes et la corruption faisaient que même les infractions graves pouvaient être ignorées.

« Certains législateurs ne jugent pas correctement... et [quand] tu declares que tu as été violée, il peut même dire que tu as aussi voulu. Ils te blâmeront ou bien ils peuvent même acheter l'affaire à cause de la corruption. »

DGF1, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 18 ANS, OUGANDA



CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS



« Je le définirais [le bien-être sexuel] comme le fait d'être dans une relation mutuelle où tous les partenaires jouent leur rôle efficacement, où tu fais ce qui est bon pour vous deux sans compromettre les intérêts de l'autre, où tu t'assures que dans chaque chose que tu fais dans cette relation, tu t'assures que ses intérêts sont protégés et que les tiens le sont aussi. »

JEUNE HOMME, 21 ANS, OUGANDA

Cette étude démontre l'importance de donner aux jeunes l'accès à l'information sur tous les domaines des SDRS et de les aider à comprendre et à atteindre le bien-être sexuel et le consentement.

TOUTES LES PERSONNES INTERROGÉES DANS LE CADRE DE L'ÉTUDE SOUHAITAIENT ÊTRE INFORMÉES SUR LES QUESTIONS RELATIVES À LA SANTÉ ET AUX DROITS SEXUELS ET GÉNÉSIQUES, AFIN D'AMÉLIORER LEUR BIEN-ÊTRE SEXUEL ET D'EN SAVOIR PLUS SUR LE CONSENTEMENT SEXUEL.

Les jeunes des communautés concernées considèrent la sexualité comme étant un aspect important et naturel de leur vie. S'ils/si elles en ont l'occasion, et malgré les tabous et la gêne qui entourent le sujet de la sexualité des jeunes, ils/elles sont capables d'en parler et sont prêt(e)s à le faire.

« Je pense qu'avec les filles, et en parlant pour moi, c'était une expérience très négative surtout avec les menstruations et tout ça parce que nos mères ne nous parlent pas de ça. Elles supposent simplement que les enseignant(e)s à l'école nous l'ont dit, mais aussi les enseignant(e)s ne nous le disent pas parce qu'ils/elles supposent que les mères nous le disent...»

JEUNE FEMME, 23 ANS, OUGANDA

« Je pense que le bien-être sexuel dépend de nous, de toute personne, parce que dans les écoles, ils parlent de la sexualité, mais de sujets superficiels, mais ils ne nous donnent pas la matière vivante, mais... tout le monde veut avoir son bien-être sexuel. »

DGF4, JEUNES FEMMES UNIQUEMENT, 19-21 ANS, ÉQUATEUR

Notre étude montre qu'il est difficile pour les jeunes des deux pays d'expérimenter pleinement le bien-être sexuel et le consentement sexuel en raison de connaissances, de compétences et d'un soutien limités et d'obstacles sociopolitiques, dont la privation économique. De nombreux jeunes semblent s'engager romantiquement et sexuellement à un âge précoce et rencontrent divers problèmes liés aux SDRS. Il s'agit notamment des grossesses non désirées, de la violence sexuelle, des IST et du VIH, du manque d'informations sur les différentes méthodes de contraception et de l'impossibilité d'exercer un véritable consentement éclairé à l'activité sexuelle - souvent en raison des normes de genre, de la pression des pairs et des parents et de la pauvreté présente au sein de leurs communautés.

LES NORMES RÉGISSANT LES COMPORTEMENTS MASCULINS ET FÉMININS CONTINUENT DE DICTER LA VIE DES JEUNES.

Notre étude montre que, en grandissant, les jeunes sont conditionné(e)s socialement et sont censé(e)s agir d'une certaine manière. Tout écart par rapport à ces scripts sexués prescrits est largement considéré comme inacceptable.

« “Quand on est enfant, les filles reçoivent des poupées et reçoivent le message qu'elles doivent se marier ; les garçons reçoivent des voitures et on leur apprend à travailler dur et à gagner leur vie. »

JEUNE HOMME, 21 ANS, OUGANDA

« Dès le plus jeune âge, on apprend aux filles à être seules à la maison et à être fidèles à leur mari, tandis qu'on apprend aux hommes à être le patron, celui qui a l'autorité à la maison avec les femmes, et c'est là que le machisme vient davantage et c'est là que les hommes sont jugés meilleurs que les femmes dans la société. »

JEUNE HOMME, 19 ANS, ÉQUATEUR

Ces attentes sexuées ont une influence négative sur le bien-être sexuel et la capacité des jeunes à négocier le consentement sexuel. Elles engendrent le silence, les tabous et parfois la violence et ont un impact significatif à tous les niveaux de la vie des personnes.

RECOMMANDATIONS

Tout au long de l'étude, les jeunes ont parlé de ce qui ferait une réelle différence dans leur vie. En tenant compte de leurs suggestions, l'étude met en évidence les changements qui amélioreraient le bien-être sexuel des jeunes et feraient du consentement sexuel un concept pleinement significatif. Les recommandations qui suivent sont fondées sur leurs expériences, tant négatives que positives. Des professionnel(le)s de la recherche, possédant une connaissance d'ouvrages documentaires sur le sujet et des programmes SDRS, ainsi que des parties prenantes de la communauté ayant participé aux ateliers de validation, ont également apporté leur contribution à cette étude.

Ces recommandations ont pour objectif d'insuffler un changement à tous les niveaux de la société, des familles et des écoles aux gouvernements et aux responsables de l'application des lois ; de surcroît, elles fournissent des conseils aux ONG et aux autres personnes qui s'emploient à améliorer la vie des jeunes. Un tel changement est loin d'être une tâche facile mais, pour ceux et celles qui travaillent avec les jeunes à tous les niveaux - dans le cadre de programmes éducatifs, de SDRS et de protection de l'enfance, écouter ce que les jeunes ont à dire est un bon premier pas.

Les recommandations se concentrent sur trois domaines d'action :

01 RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES ET TRANSVERSALES DE HAUT NIVEAU FORMULÉES POUR LES PROGRAMMES SDRS

02 DES RECOMMANDATIONS SPÉCIFIQUES ET PRATIQUES POUR RENFORCER LES COMPÉTENCES ET APTITUDES CLÉS DES JEUNES.

03 LA CRÉATION D'UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE POUR QUE LES JEUNES AIENT LES MEILLEURES CHANCES DE LES METTRE EN PRATIQUE.

RECOMMANDATIONS GÉNÉRALES

Adopter une approche positive de la sexualité

Les décideurs politiques, les praticiens nationaux et mondiaux qui travaillent à la programmation et à la stratégie d'influence des enfants, des adolescent(e)s et des jeunes, tels que les ONG, les organisations communautaires, les enseignant(e)s et les agents de santé, doivent adopter une approche sexuellement positive de la santé et des droits sexuels et reproductifs (SDSR). Le personnel et les volontaires doivent sans cesse réfléchir aux valeurs et les clarifier pour aboutir à une compréhension commune de ce que représente la positivité sexuelle et de la manière dont elle peut être appliquée.

Les décideurs politiques et les praticiens nationaux et mondiaux doivent s'efforcer d'adopter la définition intégrée de la santé et des droits sexuels et reproductifs, telle qu'elle est présentée par la commission¹⁶ Guttmacher-Lancet, qui fournit un cadre universel associant la santé sexuelle et reproductive, les droits sexuels et reproductifs et le plaisir sexuel.

Faire participer les jeunes au programme SDSR et à la stratégie d'influence, y compris les jeunes adolescent(e)s

Les **praticiens nationaux et mondiaux** travaillant dans le domaine de la santé et des droits sexuels et reproductifs doivent inclure et engager de manière constructive les adolescent(e)s et les jeunes dans les programmes de santé et de droits sexuels et reproductifs, ce à tous les stades. Ils/elles ont un rôle important à jouer dans la production de connaissances concernant leurs réalités, leurs besoins et leurs préférences, dans la conception et la mise en œuvre conjointe des interventions, ainsi que dans leur suivi et leur évaluation. Lorsque l'on travaille avec des adolescent(e)s et des jeunes, il est essentiel de reconnaître les déséquilibres de pouvoir qui existent entre l'âge et le genre, de veiller à la création d'espaces sûrs et d'utiliser des méthodes d'engagement adaptées aux jeunes.

Les praticiens nationaux et mondiaux travaillant sur les SDSR doivent envisager de s'associer à des organisations dirigées par des jeunes et de les financer en tant qu'experts des questions liées aux adolescent(e)s et aux jeunes, notamment de la SDSR des adolescent(e)s et des jeunes.

16. Starrs, A.M., et al. (2018). Accelerate progress – sexual and reproductive health and rights for all: report of the Guttmacher-Lancet Commission. Retrieved from: [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)30293-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)30293-9/fulltext)



EXEMPLES DE BONNES PRATIQUES SUR L'ENGAGEMENT SIGNIFICATIF ET INCLUSIF DES JEUNES DANS LA RECHERCHE, LES PARTENARIATS ET LES PROGRAMMES :



PATHWAYS TO PARTNERING WITH YOUTH-LED ORGANISATIONS (PLAN INTERNATIONAL)

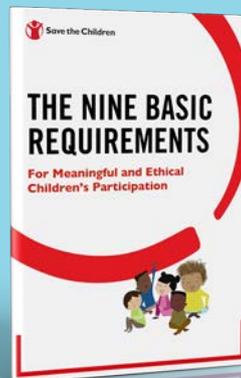
Cet outil aide les organisations à nouer et à gérer des partenariats avec les jeunes, tout en reconnaissant que des partenariats constructifs peuvent appeler des considérations et des méthodes de travail différentes pour que notre travail collectif s'épanouisse.

EXPLORE: TOOLKIT FOR INVOLVING YOUNG PEOPLE AS RESEARCHERS IN SRH PROGRAMS AND PHOTOVOICE – FACILITATORS GUIDE (RUTGERS AND IPPF)



Boîte à outils pour impliquer les jeunes en tant que chercheurs/chercheuses dans les programmes SSR (Rutgers) et Photovoice - Guide des facilitateurs

: Cette boîte à outils contient trois manuels pour former et soutenir les jeunes à la collecte de données qualitatives pour la recherche, le suivi et l'évaluation, ainsi qu'un guide sur la façon de créer les conditions d'un engagement réussi.



THE NINE BASIC REQUIREMENTS FOR MEANINGFUL AND ETHICAL CHILD PARTICIPATION (SAVE THE CHILDREN)

Un outil essentiel pour garantir une participation de qualité des enfants dans toute initiative les concernant.

RENFORCER LE LIBRE ARBITRE INDIVIDUEL

Renforcer l'éducation complète à la sexualité (ECS) pour parvenir à une sexualité positive et promouvoir la compréhension des dynamiques de genre et de pouvoir

Les éducateurs en ECS, y compris les agences des Nations unies, doivent intégrer et promouvoir des contenus et des informations axés sur la compréhension du consentement et des compétences interpersonnelles permettant d'exprimer et de respecter les souhaits et les limites de soi-même et des autres.

Les praticiens nationaux et mondiaux œuvrant dans le domaine de l'éducation des enfants, des adolescent(e)s et des jeunes doivent concevoir et leur inculquer des principes d'ECS dès leur plus jeune âge et selon l'évolution de leurs capacités. L'ECS doit aider les enfants, les adolescent(e)s et les jeunes, dans toute leur diversité, à reconnaître les dynamiques de pouvoir liées au genre et à adopter des attitudes équitables. Par ailleurs, l'ECS doit également permettre aux apprenant(e)s d'acquérir des compétences de négociateurs(trices) applicables dans leurs relations, tout en leur apprenant à s'exprimer et à respecter les limites qui garantissent des rapports sexuels sûrs et consensuels. Les méthodologies utilisées doivent être participatives.

« Ce qu'il faut [utiliser, ce sont] des jeux, être dynamique, être participatif/participative. [Il ne faut pas qu'un professionnel, un médecin, un sexologue ou un gynécologue se tienne devant eux et leur dise : «ça arrive, ça arrive, ça arrive» et c'est fini... Ils/elles [les jeunes] ne participent pas, ils/elles rentrent chez eux/elles et c'est tout. C'est comme une connaissance qu'ils/elles ont déjà et qui reste morte, donc c'est ce qui rend parfois difficile l'implication des jeunes. »»

RÉUNION DES COCHERCHEURS/COCHERCHEUSES, 17-22, ÉQUATEUR

Impliquer les familles dans la programmation

Les praticiens nationaux et mondiaux travaillant sur les SDRS doivent œuvrer avec les parents et les aidant(e)s afin qu'ils/elles puissent s'engager activement et soutenir les SDRS de leurs enfants. Il s'agit notamment de renforcer les connaissances des parents et de soutenir les efforts déployés pour améliorer la communication enfant-parent autour de la sexualité. Les jeunes se tournent d'abord vers leurs parents pour obtenir du soutien et des informations et doivent sentir qu'ils/elles peuvent demander de l'aide sans embarras ni confusion de part et d'autre.

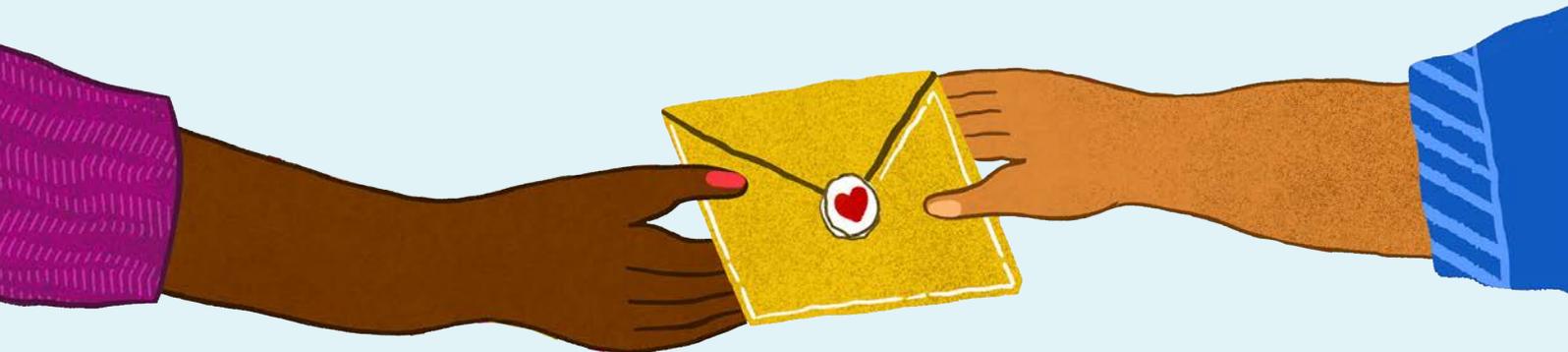
CRÉER UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE

Remettre en question les normes sociales et de genre négatives

Les praticiens nationaux travaillant sur la santé et les droits sexuels et reproductifs doivent entreprendre une analyse des normes sociales et soutenir les campagnes publiques et les dialogues communautaires ayant pour objectif de discuter des normes sociales et de genre, y compris des stéréotypes liés aux fréquentations, rôles et particularités propres aux femmes et aux hommes. Ces dispositions peuvent contribuer à réduire la stigmatisation et les tabous normalement attachés à la sexualité et au comportement sexuel des jeunes, et à établir des normes plus équitables en matière de genre. Il faut absolument faire tout ce qui est possible pour associer à ce dialogue les gardiens ou les figures d'autorité, tels que les dirigeants locaux, y compris les chefs religieux, le personnel médical et les enseignant(e)s.

Les praticiens nationaux travaillant sur les SDRS doivent identifier les partenaires clés avec lesquels œuvrer pour remettre en question les normes sociales et de genre négatives et les tabous entourant la sexualité des jeunes. Ces partenaires doivent inclure les jeunes eux-mêmes/elles-mêmes afin de garantir que leurs besoins et leurs intérêts sont représentés de manière significative. Il est essentiel d'encourager et de soutenir au maximum l'ECS et les autres interventions en matière de droits et santé sexuels et reproductifs des adolescent(e)s et des jeunes, si l'on veut qu'elles soient efficaces. Par exemple, la collaboration avec les bureaux de l'administration municipale pour sélectionner et former les écoles à la mise en œuvre de l'ECS, la rencontre avec les parents et d'autres membres de la communauté pour renforcer leur compréhension et leur participation à la supervision et à l'évaluation conjointes du programme sont des éléments déterminants pour l'obtention du soutien communautaire et politique. Les programmes ECS doivent également fournir des liens vers des prestataires de services auxquels se référer eu égard à des conseils et des informations supplémentaires ainsi qu'à des évaluations de la contraception.

Les praticiens de la santé et des droits sexuels et reproductifs doivent travailler dans le cadre d'autres initiatives en adoptant une approche holistique. Les programmes qui favorisent l'autonomisation économique, en particulier pour les jeunes femmes, sont également importants pour remettre en question les comportements acceptés et assurer le bien-être sexuel. En Ouganda, tout particulièrement, l'argent, ou le manque d'argent, est un obstacle au bien-être sexuel et au consentement sexuel. La nécessité économique est souvent le principal moteur des relations des jeunes et de leurs parents, qui encouragent leurs filles à s'associer à des hommes riches. Le fait d'être moins dépendant économiquement des parents et des jeunes hommes (dans le cas des jeunes femmes) contribuerait à la prise de décision personnelle et au bien-être sexuel des individus.



« Il y a ce dicton «omwavu tafumita lindaazi» qui signifie littéralement que si tu n’as pas d’argent, tu ne peux rien acheter. Donc, si le garçon/l’homme est pauvre, la fille va partir et aller vers un autre homme riche qui a de l’argent et peut se permettre de lui acheter des cadeaux. Elle te quittera parce que tu n’as rien à offrir, c’est pourquoi les filles aiment les hommes plus âgés parce qu’ils ont de l’argent pour acheter des cadeaux. »

DGF1, JEUNES FEMMES SEULEMENT, 18 ANS, OUGANDA

Veiller à ce que les cadres juridiques et politiques portant sur l’âge du consentement sexuel ne restreignent pas les droits des adolescent(e)s et des jeunes et leur accès aux informations, à l’éducation et aux services SDSR

Les gouvernements et les responsables politiques doivent tendre à protéger les adolescent(e)s et les jeunes contre tout préjudice potentiel, tout en leur permettant d’exercer librement leurs droits, y compris leurs droits sexuels. L’objectif d’un âge minimal légal de consentement sexuel doit être éclairé par les capacités évolutives des adolescent(e)s et des jeunes et doit être avoir un caractère purement protecteur. Les lois ne doivent pas criminaliser les jeunes qui ont des rapports sexuels consensuels en prévoyant des exemptions pour les personnes d’âge proche. Les cadres politiques et juridiques doivent permettre l’accès à des informations sur la santé et les droits sexuels et reproductifs, à une éducation complète à la sexualité et à des services de santé sexuelle et reproductive adaptés aux adolescent(e)s et sensibles au genre dès le plus jeune âge, sans lien avec l’âge minimal légal de consentement sexuel.

Reconnaître que des recherches supplémentaires sont nécessaires et investir dans celles-ci

Les points clés suivants sont particulièrement déterminants pour toute future recherche

- Le bien-être sexuel personnel chez les jeunes adolescent(e)s
- Élaborer et valider des mesures du bien-être sexuel et du consentement qui vont au-delà des résultats de santé biologiques.
- Comprendre les expériences de consentement sexuel et de bien-être sexuel parmi les groupes minoritaires tels que les jeunes LGBTIQ+ et les jeunes handicapé(e)s.
- Comprendre le rôle des médias sociaux dans la formulation du bien-être sexuel et du consentement.
- Comprendre les moyens efficaces d’allier la diffusion de l’ECS en face à face (hors ligne) aux canaux numériques (en ligne) pour la diffusion de l’ECS.
- Évaluer les programmes SDSR des adolescent(e)s et des jeunes qui adoptent une approche sexuellement positive.
- Examiner ce qui est acceptable dans la promotion de programmes d’éducation sexuelle dans des contextes où la sexualité des jeunes est taboue.
- Études de cas sur l’interprétation de l’âge légal du consentement dans l’équilibre entre protection et autonomie.

« ...être consciente de mes besoins sexuels et avoir le pouvoir de décider de ce qui me rend vraiment heureuse et aussi avoir ce moment ou cet espace, tu sais, où personne ne va me juger pour ma décision. Cela me rend vraiment heureuse. »

JEUNE FEMME, 26 ANS, OUGANDA

REFERENCES

Bantebya, G.K., Muhanguzi, F.K. et Watson, C. (2014). Les adolescentes dans la balance : Changements et continuité dans les normes et pratiques sociales autour du mariage et de l'éducation en Ouganda. Extrait de : <https://cdn.odi.org/media/documents/9180.pdf>.

De Meyer, S., et al. (2014). Une étude transversale sur les attitudes envers l'égalité de genre, le comportement sexuel, les expériences sexuelles positives et la communication sur le sexe chez les adolescent(e)s sexuellement actifs/actives et non sexuellement actifs/actives en Bolivie et en Équateur. *Global Health Action*, 7:1.

Enquête nationale sur la santé et la nutrition en Équateur 2012. Extrait de : https://www.ecuadorencifras.gob.ec/documentos/web-inec/Estadisticas_Sociales/ENSANUT/MSP_ENSANUT-ECU_06-10-2014.pdf

Hickman, S.E. et Muehlenhard C.L. (1999). Par l'apparence semi-mystique d'un préservatif : Comment les jeunes femmes et les jeunes hommes communiquent le consentement sexuel dans des situations hétérosexuelles. *Journal of Sex Research*, 36:3.

Kâgesten, A. et van Reeuwijk, M. (2021). Développement d'une sexualité saine à l'adolescence : proposition d'un cadre basé sur les compétences pour éclairer les programmes et la recherche. *Questions de santé sexuelle et reproductive*, 29:1.

Muyinda, H., et al. (2010). Conseils d'orientation sexuelle traditionnels et prévention des IST/VIH chez les jeunes femmes en Ouganda rural. *Culture, Health & Sexuality*, 3:3.

Nyanzi, S., Pool, R. et Kinsman, J. (2001). La négociation des relations sexuelles chez les écoliers du sud-ouest de l'Ouganda. *AIDS Care*, 13:1.

Renzaho, A.M.N., et al. (2017). Besoins en matière de santé sexuelle, reproductive et droits des jeunes dans les bidonvilles de Kampala, Ouganda : Une étude transversale. *PLoS One*, 12:1.

Singh, J.A., Jogee, F et Chareka, S. (2020). Âge du consentement : examen juridique, éthique, social et culturel - Rapport national de l'Ouganda. 2020. Extrait de : www.researchgate.net/publication/341542066 [AGE OF CONSENT LEGAL ETHICAL SOCIAL AND CULTURAL REVIEW](https://www.researchgate.net/publication/341542066)

Starrs, A.M., et al. (2018). Accélérer les progrès - santé et droits sexuels et reproductifs pour tous : rapport de la Commission Gutmacher-Lancet. Extrait de : [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(18\)30293-9/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(18)30293-9/fulltext)

Bureau ougandais des statistiques (UBOS) et ICF (2018). Enquête démographique et de santé ougandaise 2016. Extrait de : <https://www.rhsupplies.org/activities-resources/publications/uganda-demographic-and-health-survey-2018-8192/>

UNFPA Équateur (2011). Estudio de Percepción Sobre Planificación Familiar Y Uso de Métodos Anticonceptivos. Quito, UNFPA.

Van Reeuwijk, M. (2013). Explore, manuel pour la formation des jeunes en tant que chercheurs/chercheuses. Extrait de : rutgers.international/wp-content/uploads/2021/09/Explore-toolkit.pdf



À propos de Plan International

Nous nous efforçons de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des chances pour les filles du monde entier. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. Mais cela est souvent réprimé par la pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination. Et ce sont les filles qui sont les plus touchées. En tant qu'organisation humanitaire et de développement indépendante, nous travaillons aux côtés des enfants, des jeunes, de nos supporters et de nos partenaires pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes auxquels sont confrontés les filles et tous les enfants vulnérables. Nous défendons les droits des enfants de la naissance à l'âge adulte et leur permettons de se préparer et de faire face aux crises et à l'adversité. Nous apportons des changements dans les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et mondial en utilisant notre portée, notre expérience et nos connaissances. Depuis plus de 80 ans, nous établissons de puissants partenariats pour les enfants et sommes actifs dans plus de 75 pays.

Plan International

International Headquarters
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, United Kingdom

Tel: +44 (0) 1483 755155
Fax: +44 (0) 1483 756505
E-mail: info@plan-international.org
srhr@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2022. Text © Plan International

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv